

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

F. 87 — 955

31 MARS 1987

Loi modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^er*Modifications aux dispositions du Livre I^er, Titre II, du Code civil : « Des actes de l'état civil »***Article 1^er.** A l'article 34 du Code civil, le mot « profession » est supprimé.**Art. 2.** L'article 45, § 1^er, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Seules les autorités publiques, la personne que l'acte concerne, son conjoint ou son conjoint survivant, son représentant légal, ses ascendants, ses descendants, ses héritiers, leur notaire et leur avocat peuvent obtenir une copie conforme d'un acte de l'état civil datant de moins de cent ans, ou un extrait de cet acte mentionnant la filiation des personnes que l'acte concerne. »

« Le président du tribunal de première instance peut, sur demande verbale ou écrite de toute personne justifiant d'un intérêt familial, scientifique ou de tout autre intérêt légitime, autoriser, sans autre forme de procès ni frais, à faire effectuer des recherches déterminées ou à faire délivrer une copie conforme ou un extrait mentionnant la filiation des personnes que l'acte concerne. »

Art. 3. L'article 50 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 50, § 1^er. L'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance d'un enfant dont la filiation n'est pas établie à l'égard de ses père et mère ou de l'un d'eux, ou qui transcrit dans ses registres le dispositif d'une décision judiciaire par laquelle le lien de filiation est dénié à l'égard des père et mère ou de l'un d'eux, est tenu d'en informer, dans les trois jours, le juge de paix de la résidence du mineur. »

« § 2. L'officier de l'état civil qui dresse un acte de décès est tenu d'en informer, dans les trois jours, le juge de paix de la résidence des enfants mineurs du défunt. »

» § 3. Le jour de l'échéance est compris dans le délai.

« Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable. »

(1) Documents du Sénat :

305 (1977-1978) : N° 1. Projet de loi. — 904 (1984-1985) : N° 1 : N° 2. Rapport. — N° 3 à 8. Amendements.

Annales du Sénat :

3 et 10 juillet 1985.

Documents de la Chambre des Représentants :

1316 (1984-1985) : N° 1. Projet transmis par le Sénat. — 378 (1985-1986) : N° 1 : N° 2 à 15. Amendements. — N° 16. Rapport. — N° 17 à 18. Amendements.

Annales de la Chambre des Représentants :

10 juillet 1986.

Documents du Sénat :

338 (1985-1986) : N° 1. Projet amendé par la Chambre des Représentants. — N° 2. Rapport.

Annales du Sénat :

12, 16 et 19 mars 1987.

WETTEN, DECRELEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN JUSTITIE**

N. 87 — 955

31 MAART 1987

Wet tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de afstamming (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I.*Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel II, van het Burgerlijk Wetboek : « Akten van de burgerlijke stand »***Artikel 1.** In artikel 34 van het Burgerlijk Wetboek worden de woorden « het beroep » geschrapt.**Art. 2.** Artikel 45, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Alleen de openbare overheden, de persoon op wie de akte betrekking heeft, zijn echtgenoot of overlevende echtgenoot, zijn wettelijke vertegenwoordiger, zijn bloedverwanten in de opgaande lijn of nederdaalende lijn, zijn erfgenamen, hun notaris en hun advocaat kunnen een eensluidend afschrift verkrijgen van een akte van de burgerlijke stand die minder dan honderd jaar oud is, dan wel een uittreksel uit de akte met de afstamming van de personen op wie de akte betrekking heeft.

» De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg kan, op mondeling of schriftelijk verzoek van een ieder die doet blijken van een familiaal, wetenschappelijk of een ander wettig belang, zonder enige andere vorm van proces en zonder kosten, toestemming verlenen om bepaalde opzoeken te laten verrichten of een eensluidend afschrift of een uittreksel te laten afgeven over de afstamming van de personen op wie de akte betrekking heeft. »

Art. 3. Artikel 50 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 50, § 1. De ambtenaar van de burgerlijke stand die de aangifte van geboorte van een kind ontvangt wiens afstamming ten aanzien van zijn ouders of van een van hen niet vaststaat of die in zijn registers het beschikkende gedeelte van een rechterlijke beslissing overschrijft waarbij de afstamming ten aanzien van de ouders of van een van hen wordt ontkend, is gehouden daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan de vrederechter van de verblijfplaats van de minderjarige.

» § 2. De ambtenaar van de burgerlijke stand die een akte van overleden opmaakt, is gehouden daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan de vrederechter van de verblijfplaats van de minderjarige kinderen van de overledene.

» § 3. De vervaldag is in de termijn begrepen.

» Is die dag echter een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, dan wordt de vervaldag uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag. »

(1) Gedrukte stukken van de Senaat :

305 (1977-1978) : Nr. 1. Ontwerp van wet. — 904 (1984-1985) : Nr. 1 : Nr. 2. Verslag. — Nrs. 3 tot 8. Amendementen.

Handelingen van de Senaat :

3 en 10 juli 1985.

Gedrukte stukken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

1316 (1984-1985) : Nr. 1. Omwerp overgezonden door de Senaat. — 378 (1985-1986) : Nr. 1 : Nrs. 2 tot 15. Amendementen. — Nr. 16. Verslag. — Nrs. 17 tot 18. Amendementen.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

10 juli 1986.

Gedrukte stukken van de Senaat :

338 (1985-1986) : Nr. 1. Ontwerp gemaandeed aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers. — Nr. 2. Verslag.

Handelingen van de Senaat :

12, 16 en 19 maart 1987.

Art. 4. L'article 57bis du même Code, inséré par la loi du 7 mars 1938, est abrogé.

Art. 5. L'article 59 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 59. S'il naît un enfant pendant un voyage en mer, le commandant du navire se rend personnellement et sans délai auprès du nouveau-né et reçoit la déclaration de la mère ou du père ou des deux auteurs ou, à leur défaut, de toute personne ayant assisté à l'accouchement.

» L'acte de naissance est inscrit à la suite du rôle d'équipage. »

Art. 6. L'article 60 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 60. Au premier port où le navire abordera, le commandant sera tenu de déposer deux copies littérales signées et certifiées de sa main des actes de naissance qu'il aura rédigés, à savoir, dans un port belge, au bureau du commissaire maritime et dans un port étranger, entre les mains du consul.

» L'une de ces copies restera déposée au bureau du commissaire maritime, ou à la chancellerie du consulat; l'autre sera envoyée au ministre des communications, qui fera parvenir une copie, de lui certifiée, de chacun desdits actes, à l'officier de l'Etat civil du domicile de l'enfant; une copie sera inscrite de suite sur les registres. »

Art. 7. L'article 61 du même Code est abrogé.

Art. 8. L'article 62 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 62. § 1^e. L'acte de reconnaissance mentionne :

- 1. les prénoms, le nom, le lieu et la date de naissance de l'enfant;
- 2. les prénoms, le nom, le domicile, le lieu et la date de naissance de celui qui reconnaît l'enfant et du parent à l'égard de qui le lien de filiation a déjà été établi avant la reconnaissance;

3. le cas échéant, le consentement des personnes visées à l'article 319, §§ 2 à 4, en indiquant les prénoms, le nom, le domicile, le lieu et la date de naissance du représentant légal de l'enfant s'il a consenti à la reconnaissance.

Si les personnes mentionnées à l'article 319, § 4, n'ont pas consenti à l'acte de reconnaissance mais ne se sont pas opposées à celle-ci dans le délai prévu à l'article précité ou si leur requête en annulation a été rejetée par jugement ou arrêt passé en force de chose jugée, il en est fait mention en marge de l'acte de reconnaissance.

§ 2. Dès que l'acte de reconnaissance de l'enfant est établi, il en est fait mention en marge de son acte de naissance.

§ 3. L'officier de l'état civil qui dresse l'acte de reconnaissance est tenu d'en informer, dans les trois jours, le conjoint du déclarant. Le paragraphe 3 de l'article 50 est applicable. »

Art. 9. L'article 73 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 73. Le consentement des père et mère ou aïeuls et aïeules peut être donné dans l'acte de mariage même ou dans un acte séparé, établi par un notaire ou par l'officier de l'état civil du lieu du mariage ou du lieu du domicile ou de la résidence de la personne appelée à consentir.

* Si le consentement au mariage est constaté par un acte séparé, les prénoms, nom et domicile de chacun des futurs époux ainsi que de tous ceux qui étaient présents à l'acte y sont mentionnés, de même que leur degré de parenté avec les futurs époux. »

Art. 10. A l'article 76 du même Code, complété par la loi du 16 décembre 1851, article II, modifié par la loi du 14 juillet 1976, article 4, § 1^e, article 1^e, sont apportées les modifications suivantes :

A. le 1^e est remplacé par la disposition suivante :

« 1^e Les prénoms, nom et domicile et, s'ils sont connus, la date et le lieu de naissance des époux; »

B. le 3^e est remplacé par la disposition suivante :

« 3^e Les prénoms, nom et domicile des père et mère; »

Art. 4. Artikel 57bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 maart 1938, wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 59 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 59. Wordt een kind tijdens een zeevaart geboren, dan begeeft de commandant van het schip zich persoonlijk en onverwijld naar het pasgeboren kind en ontvangt hij de aangifte van de moeder of van de vader, of van beide ouders, of, bij gebreke van dezen, van enige persoon die bij de bevalling tegenwoordig is geweest.

» De akte van geboorte wordt achteraan op de monsterrol bijgeschreven. »

Art. 6. Artikel 60 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 60. In de eerste haven waar het schip binnentoert, is de commandant gehouden om twee door hem ondertekende en voor echt verklarde letterlijke afschriften van de door hem opgestelde akten van geboorte neer te leggen, namelijk, in een Belgische haven, op het kantoor van de waterschout en in een vreemde haven, in handen van de consul.

» Een van die afschriften blijft op het kantoor van de waterschout of op de kanselarij van het consultaat berusten; het andere wordt gezonden aan de minister van verkeerswezen, die een door hem voor echt verklaard afschrift van elk van die akten doet toekomen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats van het kind; een afschrift wordt dadelijk in de registers ingeschreven. »

Art. 7. Artikel 61 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 62 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 62. § 1. De akte van erkenning vermeldt :

- 1. de voornamen, de naam, de plaats en datum van geboorte van het kind;
- 2. de voornamen, de naam, de woonplaats, de plaats en datum van geboorte van degene die het kind erkent en van de ouder ten aanzien van wie de afstamming reeds vóór de erkenning vaststond;

3. in voorkomend geval, de toestemming van de personen bedoeld in de §§ 2 tot 4 van artikel 319, met vermelding van de voornamen, de naam, de woonplaats en de plaats en datum van geboorte van de wettelijke vertegenwoordiger van het kind indien hij in de erkenning heeft toegestemd.

Indien de in § 4 van artikel 319 bedoelde personen niet hebben toegestemd in de akte van erkenning maar er niet tegen zijn opgekomen binnen de in dat artikel gestelde termijn of indien hun verzoek tot nietigverklaring is afgewezen bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, wordt daarvan melding gemaakt op de kant van de akte van erkenning.

§ 2. Zodra de akte van erkenning van het kind is opgemaakt, wordt daarvan melding gemaakt op de kant van zijn akte van geboorte.

§ 3. De ambtenaar van de burgerlijke stand die een akte van erkenning opmaakt, is gehouden daarvan binnen drie dagen kennis te geven aan de echtgenoot van de erkener. Paragraaf 3 van artikel 50 is van toepassing. »

Art. 9. Artikel 73 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 73. De toestemming van de ouders of van de grootouders kan worden gegeven in de akte van huwelijk zelf of in een afzonderlijke akte, opgemaakt door een notaris of door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het huwelijk of van de woonplaats of de verblijfplaats van degene die zijn toestemming moet geven.

» Indien de toestemming tot het huwelijk wordt vastgesteld bij een afzonderlijke akte, worden daarin de voornamen, de naam en de woonplaats van elk van de aanstaande echtgenoten en van allen die bij de akte tegenwoordig waren, alsmede hun graad van bloedverwantchap met de aanstaande echtgenoten vermeld. »

Art. 10. In artikel 76 van hetzelfde Wetboek, aangevuld bij de wet van 16 december 1851, artikel II, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, artikel 4, § 1, artikel 1, worden volgende wijzigingen aangebracht :

A. het 1^e wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^e De voornamen, de naam, de woonplaats en, indien zij bekend zijn, de datum en de plaats van geboorte van de echtgenoten; »

B. het 3^e wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3^e De voornamen, de naam en de woonplaats van de ouders; »

C. le 4^e est remplacé par la disposition suivante :

« 4^e Dans le cas où ils sont requis, le consentement des père et mère, des aïeuls et aïeules ou du conseil de famille, ou l'autorisation du tribunal. »

Art. 11. L'article 79 du même Code, modifié par la loi du 18 décembre 1851, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 79. L'acte de décès énonce les prénoms, nom, domicile, lieu et date de naissance de la personne décédée; les prénoms et nom de l'autre époux, si la personne décédée était mariée ou veuve; les prénoms, nom, date de naissance et domicile des déclarants et, s'ils sont parents, leur degré de parenté.

» Le même acte contiendra de plus, s'ils sont connus, les prénoms, nom et domicile des père et mère du décédé. »

Art. 12. Dans l'article 88 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, le mot « prescrits » est remplacé par les mots « et les délais prescrits ».

Art. 13. L'article 92 du même Code est abrogé.

Art. 14. L'article 108 du même Code, remplacé par la loi du 30 avril 1958 et modifié par la loi du 8 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« Le mineur non emancipé de moins de 18 ans a son domicile à la résidence commune de ses père et mère ou, si ceux-ci ne vivent pas ensemble, chez celui qui administre ses biens.

» La personne sous tutelle a son domicile chez son tuteur. »

CHAPITRE II

*Modifications aux dispositions du Livre Ier,
Titre IV, du Code civil : « Des absents »*

Art. 15. L'intitulé du Livre Ier, Titre IV, Chapitre IV, du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

Section IV. « Des effets de l'absence relativement aux enfants. »

Art. 16. L'article 141 du même Code est abrogé.

Art. 17. L'article 142 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 142. Six mois après la disparition de l'un des père et mère et si l'autre est décédé, l'administration de la personne et des biens de l'enfant est déferrée par le conseil de famille à l'ascendant le plus proche, conformément à l'article 402, ou, à défaut d'ascendant, à un tuteur provisoire.

» Il en est de même lorsque la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un seul auteur et que celui-ci a disparu. »

Art. 18. L'article 143 du même Code est abrogé.

CHAPITRE III

*Modifications aux dispositions du Livre Ier,
Titre V, du Code civil : « Du mariage »*

Art. 19. L'article 149 du même Code, modifié par les lois du 30 avril 1898 et du 7 janvier 1908, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 149. § 1er. Si l'un des père et mère est mort, absent ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit.

» Cette impossibilité peut être constatée par une déclaration faite par le futur époux dont l'ascendant est incapable et par deux témoins dans les conditions déterminées par les deux derniers alinéas de l'article 152.

» § 2. Si la filiation n'est établie qu'à l'égard de l'un des père et mère, le consentement de celui-ci suffit. »

Art. 20. L'article 151 du même Code, abrogé par la loi du 15 janvier 1983, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 151. S'il n'y a ni père, ni mère, ni aïeul, ni aïeule, ou s'ils sont absents, interdits ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, le mineur ne peut contracter mariage sans le consentement du conseil de famille. »

C. het 4^e wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4^e de toestemming van de ouders, van de grootouders, van de familieraad of van de rechtbank, in de gevallen waarin toestemming is vereist. »

Art. 11. Artikel 79 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 december 1851, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 79. De akte van overlijden vermeldt de voornamen, de naam, de woonplaats, de plaats en datum van geboorte van de overledene; de voornamen en de naam van de echtgenoot, indien de overledene gehuwd dan wel weduwnaar of weduwe was; de voornamen, de naam, de geboortedatum en de woonplaats van de aangevers en, indien zij verwant zijn, hun graad van verwantschap.

» Bovendien bevat dezelfde akte, voor zover die bekend zijn, de voornamen, de naam en de woonplaats van de ouders van de overledene. »

Art. 12. In artikel 88 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, worden tussen de woorden « in de vorm » en « bij de vorige bepalingen », de woorden « en binnen de termijnen » ingevoegd.

Art. 13. Artikel 92 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 108 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 30 april 1958 en gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De niet-ontvoogde minderjarige beneden 18 jaar heeft zijn woonplaats daar waar zijn ouders hun gemeenschappelijke verblijfplaats hebben of, indien zij niet samenleven, bij de ouder die zijn goederen beheert.

» De persoon die onder voogdij is geplaatst, heeft zijn woonplaats bij zijn voogd. »

HOOFDSTUK II

*Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel IV,
van het Burgerlijk Wetboek : « Afwezigen »*

Art. 15. Het opschrift van Boek I, Titel IV, Hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgend opschrift :

Afdeling IV. « Gevolgen van afwezigheid ten aanzien van de kinderen. »

Art. 16. Artikel 141 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 142 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 142. Indien een van de ouders overleden is, wordt zes maanden na het verdwijnen van de andere ouder, het bestuur over de persoon en de goederen van het kind door de familieraad opgedragen aan de naaste bloedverwant in de opgaande lijn, overeenkomstig artikel 402, of, bij gebreke van zodanige bloedverwant aan een voorlopige voogd.

» Hetzelfde geldt wanneer de afstamming slechts vaststaat ten aanzien van één ouder en deze verdwenen is. »

Art. 18. Artikel 143 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III

*Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel V,
van het Burgerlijk Wetboek : « Het huwelijk »*

Art. 19. Artikel 149 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 april 1898 en 7 januari 1908, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 149. § 1. Indien een van de ouders overleden of afwezig is dan wel in de onmogelijkheid verkeert zijn wil te kennen te geven, volstaat de toestemming van de andere.

» Die onmogelijkheid kan worden vastgesteld door een verklaring van de aanstaande echtgenoot wiens vader of moeder in zodanige onmogelijkheid verkeert, en van twee getuigen overeenkomstig de voorwaarden in de laatste twee ledens van artikel 152 gesteld.

» § 2. Indien de afstamming slechts vaststaat ten aanzien van één ouder, volstaat zijn toestemming. »

Art. 20. Artikel 151 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 15 januari 1983, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 151. Indien er noch ouders noch grootouders zijn of indien deze afwezig zijn, onbekwaam verklaard of in de onmogelijkheid verkeren hun wil te kennen te geven, mag de minderjarige geen huwelijk aangaan zonder toestemming van de familieraad. »

Art. 21. L'article 152 du même Code, abrogé par la loi du 15 janvier 1983 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 152. Il n'est pas nécessaire de produire, soit l'acte de décès du père ou de la mère, soit les actes de décès des père et mère, lorsque dans le premier cas, la mère ou le père et, dans le second cas, les aïeul et aïeule attestent ces décès. Il doit être fait mention de ces attestations, soit dans l'acte de consentement des père, mère ou aïeuls, soit dans l'acte de mariage.

» L'absence de l'ascendant dont le consentement est requis, est constatée par la représentation du jugement qui aurait été rendu pour la déclarer ou, à défaut de ce jugement, de celui qui aurait ordonné l'enquête. S'il n'est point intervenu pareils jugements, il y est supplié par une déclaration faite sous serment par le futur époux dont l'ascendant est absent et par deux témoins.

» Cette déclaration atteste que la demeure de l'ascendant est inconnue et que, depuis plus de six mois, il n'a plus donné de ses nouvelles. Elle peut être faite au moment de la célébration du mariage devant l'officier de l'état civil, qui en fera mention dans l'acte.

» Elle peut également être reçue avant cette célébration par l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de l'un des futurs époux ou de l'un des témoins. Elle peut être faite simultanément par le futur époux et les témoins ou séparément par chacun d'eux. L'officier de l'état civil dresse procès-verbal de la prestation de serment et de l'affirmation tant du futur époux que des témoins. »

Art. 22. L'article 153 du même Code, abrogé par la loi du 15 janvier 1983, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 153. Les pouvoirs conférés aux officiers de l'état civil par les articles 73, 148, 150 et 152 sont exercés à l'étranger par les agents diplomatiques ou consulaires belges. »

Art. 23. L'article 154 du même Code, abrogé par la loi du 15 janvier 1983, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 154. Lorsque dans les cas prévus aux articles 148 à 150, le consentement au mariage d'un enfant mineur est refusé, le tribunal de la jeunesse peut, à la demande du procureur du Roi, autoriser l'enfant à contracter mariage s'il juge le refus abusif.

La demande est introduite par citation à jour fixe. Le délai de comparution est de huitaine. Le jugement n'est pas susceptible d'opposition, mais il peut être frappé d'appel dans la quinzaine du prononcé, s'il est contradictoire, ou de la signification, s'il est par défaut. Le délai de comparution devant la chambre de la jeunesse de la Cour d'appel est de huitaine.

» Le tribunal de la jeunesse et la chambre de la jeunesse de la Cour d'appel instruisent la cause d'urgence.

» Lorsque, dans le cas prévu à l'article 151, le consentement au mariage d'un enfant mineur est refusé par le conseil de famille, le tribunal de la jeunesse peut également, à la demande du tuteur, du subrogé tuteur, du mineur émancipé, d'un membre de l'assemblée ou du procureur du Roi, autoriser le mariage s'il juge le refus abusif.

» La demande est formée contre les membres du conseil de famille qui ont été d'avis de la délibération, hormis le juge de paix. L'alinéa 2 du présent article est applicable à cette demande. »

Art. 24. Les articles 155, 155bis, 158, 159, 160 et 160bis du même Code sont abrogés.

Art. 25. A l'article 161 et à l'article 162 du même Code, modifié par la loi du 11 février 1920, les mots « légitimes ou naturels » sont supprimés.

Art. 26. L'article 184 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 184 Tout mariage contracté en contravention aux dispositions contenues aux articles 144, 147, 161, 162, 163, 341 ou 363, peut être attaqué soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui y ont intérêt, soit par le ministère public. »

Art. 27. Dans l'article 187 du même Code, les mots « nés d'un autre mariage » sont remplacés par les mots « qui ne sont pas nés du mariage en cause ».

Art. 21. Artikel 152 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 15 januari 1983 wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 152. Overlegging van de akte van overlijden van de vader of van de moeder, of van de akten van overlijden van de ouders is niet vereist, wanneer, in het eerste geval, de moeder of de vader, en, in het tweede geval, de grootvader en de grootmoeder die overlijdens bevestigen. Van deze verklaringen moet melding worden gemaakt hetzij in de akte van toestemming van de vader, de moeder of de grootouders, hetzij in de akte van huwelijk.

» De afwezigheid van de bloedverwant in de opgaande lijn, wiens toestemming vereist is, wordt vastgesteld door het overleggen van het vonnis van verklaring van afwezigheid dat mocht zijn gewezen, of, bij gebreke daarvan, door het overleggen van het vonnis dat het getuigenverhoor mocht hebben gevonden. Zijn zodanige vonnissen niet gewezen, dan worden zij vervangen door een beëdigde verklaring van de aanstaande echtgenoot wiens bloedverwant in de opgaande lijn afwezig is, en van twee getuigen.

» Deze verklaring bevestigt dat het verblijf van de bloedverwant in de opgaande lijn onbekend is en dat hij sinds meer dan zes maanden niet meer van zich heeft laten horen. Zij kan worden gedaan op het ogenblik van de vertrekking van het huwelijk, voor de ambtenaar van de burgerlijke stand, die in de akte melding ervan maakt.

» Deze verklaring kan ook vóór de vertrekking van het huwelijk worden afgelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats of van de verblijfplaats van een der aanstaande echtgenoten of van een der getuigen. Zij kan worden afgelegd zowel tegelijk door de aanstaande echtgenoot en de getuigen als door ieder van hen afzonderlijk. De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt een proces-verbaal op van de eedaflegging en van de verklaring, zowel van de aanstaande echtgenoot als van de getuigen. »

Art. 22. Artikel 153 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 15 januari 1983 wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 153. De bevoegdheden, door de artikelen 73, 148, 150 en 152 aan de ambtenaar van de burgerlijke stand toegekend, worden in het buitenland uitgeoefend door de Belgische diplomatieke of consulaire ambtenaren. »

Art. 23. Artikel 154 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 15 januari 1983 wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 154. Wanneer in de gevallen bedoeld in de artikelen 148 tot 150, de toestemming tot het huwelijk van een minderjarig kind wordt geweigerd, kan de jeugdrechtbank, op vordering van de procureur des Konings, het kind toestemming verlenen om een huwelijk aan te gaan, als zij de weigering een misbruik acht te zijn.

» De vordering wordt ingeleid bij dagvaarding tegen een bepaalde dag. De termijn van verschijning is acht dagen. Het vonnis is niet vatbaar voor verzet, maar er kan hoger beroep tegen worden ingesteld binnen vijftien dagen na de uitspraak, indien het op tegenspraak, of na de betrekking, indien het bij verstek is gewezen. De termijn van verschijning voor de jeugdkamer van het Hof van beroep is acht dagen.

» De jeugdrechtbank en de jeugdkamer van het Hof van beroep behandelen de zaak onverwijld.

» Wanneer in het in artikel 151 bedoelde geval, de toestemming tot het huwelijk van een minderjarig kind door de familieraad wordt geweigerd, kan de jeugdrechtbank eveneens, op vordering van de voogd, de toezichtende voogd, de ontvoerde minderjarige, een lid van de vergadering of de procureur des Konings, in het huwelijk stemmen als zij de weigering een misbruik acht te zijn.

» De vordering wordt ingesteld tegen deleden van de familieraad, behalve de vrederechter, die het met de beslissing eens waren. Het tweede lid van dit artikel is op die vordering toepasselijk. »

Art. 24. De artikelen 155, 155bis, 158, 159, 160 en 160bis van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 25. In artikel 161 en in artikel 162 van hetzelfde Wetboek, aangevuld bij de wet van 11 februari 1920, worden de woorden « wettige of natuurlijke » geschrapt.

Art. 26. Artikel 184 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 184. Tegen elk huwelijk dat is aangegaan met overtreding van de bepalingen van de artikelen 144, 147, 161, 162, 163, 341 of 363, kan worden opgekomen door de echtgenoten zelf, door allen die daarbij belang hebben en door het openbaar ministerie. »

Art. 27. In artikel 187 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « uit een ander huwelijk geboren » vervangen door de woorden « die niet uit dit huwelijk geboren zijn ».

Art. 28. Dans l'article 197 du même Code, le mot « légitimité » est remplacé par le mot « filiation ».

Art. 29. L'article 201 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 201. Le mariage qui a été déclaré nul produit néanmoins ses effets à l'égard des époux lorsqu'il a été contracté de bonne foi. »

Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des deux époux, le mariage ne produit ses effets qu'en faveur de cet époux. »

Art. 30. L'article 202 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 202. Il produit également ses effets en faveur des enfants, même si aucun des époux n'a été de bonne foi. »

Art. 31. Dans l'intitulé du Livre Ier, Titre V, Chapitre V, du même Code, les mots « ou de la filiation » sont insérés après les mots « du mariage ». »

Art. 32. L'article 203 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 203. § 1^{er}. Les père et mère sont tenus d'entretenir, d'élever leurs enfants et de leur donner une formation adéquate. »

Si la formation n'est pas achevée, l'obligation se poursuit après la majorité de l'enfant.

§ 2. Dans la limite de ce qu'il a recueilli dans la succession de son conjoint et des avantages que celui-ci lui aurait consentis par contrat de mariage, donation ou testament, l'époux survivant est tenu de l'obligation établie au paragraphe 1^{er} envers les enfants de son conjoint dont il n'est pas lui-même le père ou la mère.

Art. 33. Un article 203bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 203bis. Sans préjudice des droits de l'enfant, chacun des père et mère peut réclamer à l'autre sa contribution aux frais résultant de l'article 203, § 1^{er}. »

Art. 34. Un article 203ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 203ter. A défaut par le débiteur de satisfaire à l'une des obligations régies par les articles 203, 203bis, 205, 207, 303 ou 336 du présent Code ou à l'engagement pris en vertu de l'article 1288, 3^e, du Code judiciaire, le créancier peut, sans préjudice du droit des tiers, se faire autoriser à percevoir, à l'exclusion dudit débiteur, dans les conditions et les limites que le jugement fixe, les revenus de celui-ci ou toute autre somme à lui due par un tiers. La procédure et les pouvoirs du juge sont réglés selon les articles 1253bis à 1253quinquies du Code judiciaire. »

Le jugement est opposable à tous tiers débiteurs actuels ou futurs sur la notification que leur en fait le greffier à la requête du demandeur.

Lorsque le jugement cesse de produire ses effets, les tiers débiteurs en sont informés par le greffier.

La notification faite par le greffier indique ce que le tiers débiteur doit payer ou cesser de payer. »

Art. 35. Le Chapitre VIII du Titre V du Livre Ier du même Code : « Des seconds mariages », comprenant l'article 228, modifié par la loi du 30 juin 1958, est abrogé.

CHAPITRE IV Modifications aux dispositions du Livre Ier, Titre VI, du Code civil : « Du divorce »

Art. 36. L'article 295 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Si les époux divorcés se réunissent en faisant célébrer de nouveau leur mariage, l'article 1485 ne sera applicable que s'il existe des enfants issus d'un mariage contracté entre les deux unions. »

Art. 37. L'article 296 du même Code est abrogé.

Art. 28. In artikel 197 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « wettigheid » vervangen door het woord « afstamming ». »

Art. 29. Artikel 201 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 201. Het huwelijk dat nietig verklaard is, heeft niettemin gevlogen ten aanzien van de echtgenoten, wanneer het te goeder trouw is aangegeven.

Is de goede trouw slechts bij een van beide echtgenoten aanwezig, dan heeft het huwelijk alleen gevlogen ten voordele van die echtgenoot. »

Art. 30. Artikel 202 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 202. Het heeft eveneens gevlogen ten voordele van de kinderen, ook al is geen van beide echtgenoten te goeder trouw geweest. »

Art. 31. In het opschrift van Boek I, Titel V, Hoofdstuk V, van hetzelfde Wetboek worden na de woorden « het huwelijk » de woorden « of de afstamming » ingevoegd.

Art. 32. Artikel 203 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 203. § 1. De ouders zijn aan hun kinderen levensonderhoud, opvoeding en een passende opleiding verschuldigd.

Indien de opleiding niet voltooid is, loopt de verplichting door na de meerderjarigheid van het kind.

§ 2. De langstlevende echtgenoot is gehouden tot de verplichting gesteld in paragraaf 1 ten aanzien van de kinderen van de vooroverleden echtgenoot van wie hij niet de vader of de moeder is, binnen de grenzen van hetgeen hij heeft verkregen uit de nalatenschap van de vooroverledene en van de voordelen die deze hem mocht hebben verleend bij huwelijkscontract, door schenking of bij testament. »

Art. 33. Een artikel 203bis luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 203bis. Onvermindert de rechten van het kind kan elk van de ouders van de andere ouder diens bijdrage vorderen in de kosten die voortvloeien uit artikel 203, § 1. »

Art. 34. Een artikel 203ter luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 203ter. Indien de schuldenaar een van de verplichtingen opgelegd bij de artikelen 203, 203bis, 205, 207, 303 of 336 van dit Wetboek of de krachtens artikel 1288, 3^e, van het Gerechtelijk Wetboek aangegane verbintenis niet nakomt, kan de schuldeiser, onvermindert het recht van derden, zich doen machtingen om, met uitsluiting van voornoemde schuldenaar, onder de voorwaarden en binnen de grenzen door het vonnis gesteld, de inkomsten van deze laatste of iedere andere hem door een derde verschuldigde geldsom te ontvangen. De rechtspleging en de bevoegdheden van de rechter worden geregeld volgens de artikelen 1253bis tot 1253quinquies van het Gerechtelijk Wetboek.

Het vonnis kan worden tegengeworpen aan alle tegenwoordige of toekomstige derden-schuldenaars, na kennisgeving door de griffier op verzoek van de eiser.

Wanneer het vonnis ophoudt gevolg te hebben, geeft de griffier daarvan bericht aan de derden-schuldenaars.

De griffier vermeldt in zijn kennisgeving wat de derde-schuldeenaar moet betalen of ophouden te betalen. »

Art. 35. Hoofdstuk VIII van Titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek : « Tweede huwelijk », dat artikel 228, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1958 bevat, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel VI, van het Burgerlijk Wetboek : « Echtscheiding »

Art. 36. Artikel 295 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Indien de gescheiden echtgenoten zich opnieuw verenigen door hun huwelijk andermaal te doen voltrekken, is artikel 1485 alleen van toepassing wanneer er kinderen zijn uit een huwelijk aangaan tussen de twee echtverbintenissen. »

Art. 37. Artikel 296 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

CHAPITRE V

*Modifications aux dispositions du Livre Ier,
Titre VII, DU Code civil : « De la paternité et de la filiation »*

Art. 38. Le Titre VII du Livre Ier du même Code, comprenant les articles 312 à 342b, modifié par les lois des 6 avril 1908, 20 mars 1927, 10 février 1958, 14 décembre 1970, 1 juillet 1974 et 22 juin 1976, est remplacé par les dispositions suivantes :

• TITRE VII. — *De la filiation*CHAPITRE 1^{er}

De l'établissement de la filiation maternelle

Art. 312. § 1^{er}. L'enfant a pour mère la personne qui est désignée comme telle dans l'acte de naissance.

§ 2. La filiation maternelle ainsi établie peut être contestée par toutes voies de droit.

§ 3. L'action en contestation n'est toutefois pas recevable s'il y a possession d'état conforme à l'acte de naissance.

Art. 313. § 1^{er}. Si le nom de la mère n'est pas mentionné dans l'acte de naissance ou à défaut de cet acte, elle peut reconnaître l'enfant.

§ 2. Toutefois, la reconnaissance n'est pas recevable lorsqu'elle ferait apparaître entre le père et la mère un empêchement à mariage dont le Roi ne peut dispenser.

§ 3. Si la mère est mariée et que l'enfant qu'elle reconnaît soit né pendant le mariage, la reconnaissance doit être portée à la connaissance du mari.

A cet effet, si l'acte est reçu par un officier de l'état civil belge ou un notaire belge, il est notifié par celui-ci; s'il n'est pas reçu par un officier de l'état civil belge ou par un notaire belge, il est signifié à la requête de la mère, de l'enfant ou du représentant légal de ce dernier.

Jusqu'à cette notification ou signification, la reconnaissance est inopposable au mari, aux enfants nés de son mariage avec l'auteur de la reconnaissance et aux enfants adoptés par les deux époux.

Art. 314. A défaut d'acte de naissance, de mention du nom de la mère dans cet acte ou lorsque l'enfant est inscrit sous de faux noms et en l'absence de reconnaissance, la filiation maternelle peut être établie judiciairement.

Toutefois, l'action n'est pas recevable lorsqu'elle ferait apparaître entre les père et mère un empêchement à mariage dont le Roi ne peut dispenser.

Le demandeur doit apporter la preuve que l'enfant est celui dont la mère prétendue a accouché.

Il peut apporter cette preuve en démontrant que l'enfant a la possession d'état à l'égard de la mère prétendue.

A défaut de possession d'état, la preuve de la filiation peut être administrée par toutes voies de droit. La preuve contraire peut également être administrée par toutes voies de droit.

CHAPITRE 2

De l'établissement de la filiation paternelle

Section 1^{er} — De la présomption de paternité

Art. 315. L'enfant né pendant le mariage ou dans les 300 jours qui suivent la dissolution ou l'annulation du mariage, a pour père le mari.

Art. 316. Sans préjudice des droits des tiers de bonne foi, cette règle n'est pas applicable lorsqu'il ressort d'un jugement déclaratif d'absence que l'enfant est né plus de 300 jours après la disparition du mari.

Art. 317. L'enfant né dans les 300 jours après la dissolution ou l'annulation du mariage de sa mère et après le remariage de celle-ci, a pour père le nouveau mari.

Si cette paternité est contestée, le précédent mari est tenu pour le père à moins que sa paternité ne soit également contestée ou que la paternité d'un tiers ne vienne à être établie.

Art. 318. § 1^{er}. La paternité du mari peut être contestée s'il est prouvé qu'il ne peut être le père de l'enfant.

§ 2. Cette preuve peut être fournie par toutes voies de droit.

HOOFDSTUK V

*Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel VII,
van het Burgerlijk Wetboek : « Vaderschap en afstamming »*

Art. 38. Titel VII van Boek I van hetzelfde Wetboek, dat de artikelen 312 tot 342b bevat, gewijzigd bij de wetten van 6 april 1908, 20 maart 1927, 10 februari 1958, 14 december 1970, 1 juli 1974 en 22 juni 1976, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

• TITEL VII. — *Afstamming*

HOOFDSTUK 1

Vaststelling van de afstamming van moederszijde

Art. 312. § 1. Het kind heeft als moeder de persoon die als zodanig in de akte van geboorte is vermeld.

§ 2. De aldus vastgestelde afstamming van moederszijde kan door alle wettelijke middelen worden betwist.

§ 3. De vordering tot betwisting is evenwel niet ontvankelijk waarneer het kind een bezit van staat heeft dat overeenstemt met de akte van geboorte.

Art. 313. § 1. Indien de naam van de moeder niet in de akte van geboorte is vermeld of bij onstentenis van zulk een akte, kan zij het kind erkennen.

§ 2. De erkenning is evenwel niet ontvankelijk indien daaruit blijkt dat tussen haar en de vader een huwelijkbeletsel bestaat waarvan de Koning geen ontheffing kan verlenen.

§ 3. Indien de moeder gehuwd is en een kind erkent dat tijdens het huwelijk geboren is, moet de erkenning worden medegedeeld aan de echtgenoot.

Indien de akte is opgemaakt door een Belgisch ambtenaar van de burgerlijke stand of een Belgische notaris, geeft deze kennis van de akte; indien zij niet is opgemaakt door een Belgisch ambtenaar van de burgerlijke stand of door een Belgische notaris, wordt de akte betrekend op verzoek van de moeder, het kind of diens wettelijke vertegenwoordiger.

Totdat de kennisgeving of betekening heeft plaatsgehad kan de erkenning niet worden tegengeworpen aan de echtgenoot, aan de kinderen geboren uit diens huwelijk met degene die het kind erkent en aan de kinderen die door de beide echtgenoten geadopteerd zijn.

Art. 314. Bij gebreke van de akte van geboorte, van de vermelding van de naam van de moeder in die akte of wanneer het kind onder valse namen is ingeschreven en niet is erkend, kan de afstamming van moederszijde gerechtelijk worden vastgesteld.

De vordering is evenwel niet ontvankelijk indien daaruit blijkt dat tussen de moeder en de vader een huwelijkbeletsel bestaat waarvan de Koning geen ontheffing kan verlenen.

De eiser moet het bewijs leveren dat het kind hetzelfde is als dat van wie de vermeende moeder is bevallen.

Hij kan zulks bewijzen door aan te tonen dat het ten aanzien van de vermeende moeder het bezit van staat heeft.

Bij gebreke van bezit van staat kan het bewijs van de afstamming door alle wettelijke middelen worden geleverd. Het tegenbewijs kan eveneens door alle wettelijke middelen worden geleverd.

HOOFDSTUK 2

Vaststelling van de afstamming van vaderszijde

Afdeling 1. — Vermoeeden van vaderschap

Art. 315. Het kind dat geboren is tijdens het huwelijk of binnen 300 dagen na de ontbinding of de nietigverklaring van het huwelijk, heeft de echtgenoot tot vader.

Art. 316. Deze regel geldt niet wanneer uit een vonnis van afwezigheidsverklaring blijkt dat het kind geboren is meer dan 300 dagen na de verdwijning van de echtgenoot, onverminderd de rechten van de te goede trouw handelende derden.

Art. 317. Het kind dat geboren is binnen 300 dagen na de ontbinding of de nietigverklaring van het huwelijk van zijn moeder en na een nieuw huwelijk van deze, heeft de nieuwe echtgenoot tot vader.

Wordt dit vaderschap betwist, dan wordt de vorige echtgenoot geacht de vader te zijn, behalve wanneer ook zijn vaderschap wordt betwist of wanneer het vaderschap van een derde komt vast te staan.

Art. 318. § 1. Het vaderschap van de echtgenoot kan worden betwist indien wordt aangetoond dat hij niet de vader kan zijn van het kind.

§ 2. Dit bewijs kan door alle wettelijke middelen worden geleverd.

§ 3. A moins que l'enfant n'ait la possession d'état à l'égard des deux époux ou qu'il n'y ait eu réunion de fait de ceux-ci au temps de la conception, la demande est déclarée fondée :

1^o lorsque l'enfant est né plus de 300 jours après le procès-verbal prévu à l'article 1258 du Code judiciaire ou après la déclaration prévue à l'article 1289 du même Code et moins de 180 jours après le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation des époux;

2^o lorsque l'enfant est né plus de 300 jours après la date de la séparation de fait en cas de divorce admis en vertu de l'article 232 du présent Code;

3^o lorsque l'enfant est né plus de trois cents jours après une ordonnance du juge de paix rendue en vertu de l'article 223 du présent Code et autorisant les époux à résider séparément, et moins de cent quatre-vingts jours après que cette mesure a pris fin, ou après la réunion de fait des époux.

4^o lorsque la filiation maternelle est établie par reconnaissance ou par décision judiciaire;

5^o lorsque le mari introduit l'action avant que la filiation maternelle ne soit établie.

Dans tous ces cas, la preuve de la paternité peut être administrée par toutes voies de droit.

§ 4. La demande n'est pas recevable si le mari a consenti à l'insémination artificielle ou à un autre acte ayant la procréation pour but, sauf si la conception de l'enfant ne peut en être la conséquence. »

Section 2. — De la reconnaissance

Art. 319. § 1^{er}. Lorsque la paternité n'est pas établie en vertu des articles 315 ou 317, le père peut reconnaître l'enfant.

§ 2. Toutefois la reconnaissance de l'enfant majeur ou mineur émancipé n'est recevable que moyennant son consentement préalable.

§ 3. Si l'enfant est mineur non émancipé, la reconnaissance n'est recevable que moyennant le consentement préalable de la mère.

Est en outre requis le consentement préalable de l'enfant s'il a quinze ans accomplis.

A défaut de ces consentements, l'homme qui veut reconnaître l'enfant saisit par simple requête le juge de paix du domicile de l'enfant. Le requérant et les personnes dont le consentement est requis sont convoqués en chambre du conseil. S'il concilie les parties, le juge de paix reçoit les consentements nécessaires. Sinon il renvoie la cause au tribunal de première instance.

Le tribunal entend les parties et le ministère public. Il rejette la demande s'il est prouvé que le requérant n'est pas le père. A défaut de cette preuve, il décide, en tenant compte de l'intérêt de l'enfant, si la reconnaissance peut avoir lieu.

§ 4. Si l'enfant est mineur non émancipé et que la mère soit inconnue, décédée ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, l'officier de l'état civil doit notifier une copie littérale de la reconnaissance au représentant légal de l'enfant et à l'enfant lui-même s'il a quinze ans accomplis, à moins que ceux-ci n'aient préalablement consenti à la reconnaissance.

Si la reconnaissance n'a pas été reçue par un officier de l'état civil belge, elle doit, à la requête de son auteur, être signifiée aux personnes désignées à l'alinéa précédent.

Dans les six mois de la notification ou de la signification, les personnes auxquelles elle a été faite peuvent, par simple requête, demander au tribunal de première instance du domicile de l'enfant d'annuler la reconnaissance.

Le greffier informe immédiatement de cette action l'officier de l'état civil ou l'officier ministériel qui a établi la reconnaissance.

Les parties et le ministère public entendus, le tribunal statue sur l'action en nullité. Il annule la reconnaissance s'il est prouvé que le défendeur n'est pas le père. A défaut de cette preuve, il apprécie en tenant compte de l'intérêt de l'enfant.

L'article 1029, alinéa 2, du Code judiciaire n'est pas applicable.

Jusqu'à l'expiration du délai de six mois ou jusqu'à ce que la décision de débouté soit passée en force de chose jugée, la reconnaissance est inopposable à l'enfant et à son représentant légal, lesquels pourront néanmoins s'en prévaloir.

§ 3. Tenzij het kind bezit van staat heeft ten aanzien van beide echtgenoten of dezen feitelijk herenig waren ten tijde van de verwekking, wordt de vordering gegrond verklaard :

1^o wanneer het kind geboren is meer dan 300 dagen na het proces-verbaal bedoeld in artikel 1258 van het Gerechtelijk Wetboek of na de verklaring bedoeld in artikel 1289 van hetzelfde Wetboek en minder dan 180 dagen na de definitieve afwijzing van de vordering of na de verzoening van de echtgenoten;

2^o wanneer het kind geboren is meer dan 300 dagen na de datum van de feitelijke scheiding in geval van echtscheiding toegestaan krachtens artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek;

3^o wanneer het kind geboren is meer dan driehonderd dagen na een beschikking van de vrederechter gegeven krachtens artikel 223 van dit Wetboek, waarbij de echtgenoten gemachtigd worden een afzonderlijke verblijfplaats te betrekken, en minder dan honderdtachtig dagen na de datum waarop aan deze maatregel een einde is gekomen, of nadat de echtgenoten feitelijk herenig zijn geweest.

4^o wanneer de afstamming van moederszijde door erkenning of bij rechterlijke beslissing is vastgesteld;

5^o wanneer de echtgenoot de vordering instelt vooraleer de afstamming van moederszijde vaststaat.

In al deze gevallen kan het bewijs van het vaderschap door alle wettelijke middelen worden geleverd.

§ 4. De vordering is niet ontvankelijk wanneer de echtgenoot toestemming heeft gegeven tot kunstmatige inseminatie of tot een andere daad die de voorplanting tot doel had, tenzij de verwekking van het kind niet het gevolg kan zijn van die handeling. *

Afdeling 2. — Erkenning

Art. 319. § 1. Wanneer het vaderschap niet vaststaat krachtens artikel 315 of 317, kan de vader het kind erkennen.

§ 2. De erkenning van het meerderjarige kind of van de ontvoogde minderjarige is echter alleen ontvankelijk mits het vooraf daarin toestemt.

§ 3. Indien het kind minderjarig en niet ontvoogd is, is de erkenning alleen ontvankelijk mits de moeder vooraf toestemt.

Bovendien is de voorafgaande toestemming van het kind vereist, indien het de volle leeftijd van vijftien jaar bereikt heeft.

Bij gebreke van die toestemmingen maakt de man die het kind wil erkennen, de zaak bij gewoon verzoekschrift aanhangig bij de vrederechter van de woonplaats van het kind. De verzoeker en de personen wier toestemming vereist is, worden in raadkamer opgeroepen. Indien de vrederechter de partijen tot verzoening brengt, ontvangt hij de nodige toestemmingen. Zo niet, dan verwijst hij de zaak naar de rechbank van eerste aanleg.

De rechbank hoort de partijen en het openbaar ministerie. Zij wijst het verzoek af indien het bewijs wordt geleverd dat de verzoeker niet de vader is. Ontbreekt dat bewijs, dan beslist de rechbank, met inachtneming van de belangen van het kind, of de erkenning kan plaatshebben.

§ 4. Is het kind minderjarig en niet ontvoogd en zijn moeder onbekend of overleden dan wel in de onmogelijkheid haar wil te kennen te geven, dan moet de ambtenaar van de burgerlijke stand een letterlijk afschrift van de erkenning ter kennis brengen van de wettelijke vertegenwoordiger van het kind en van het kind zelf indien het de volle leeftijd van 15 jaar heeft bereikt, tenzij dezen vooraf hebben toegestemd.

Indien de erkenning niet is ontvangen door een Belgisch ambtenaar van de burgerlijke stand, moet zij op verzoek van de erkener worden betekend aan de personen bedoeld in het vorige lid.

Binnen zes maanden te rekenen van de kennisgeving of de betrekking, kunnen de personen aan wie zij is gedaan, bij gewoon verzoekschrift de vernietiging van de erkenning vorderen van de rechbank van eerst aanleg van de woonplaats van het kind.

De griffier stelt de ambtenaar van de burgerlijke stand of de ministeriële ambtenaar die de akte van erkenning heeft opgemaakt, onmiddellijk in kennis van die vordering.

De partijen en het openbaar ministerie gehoord, doet de rechbank uitspraak op de vordering tot nietigverklaring. Zij vernietigt de erkenning, indien het bewijs wordt geleverd dat de verweerde niet de vader is. Ontbreekt dat bewijs, dan doet de rechbank uitspraak met inachtneming van de belangen van het kind.

Artikel 1029, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek is niet van toepassing.

Tot het verstrijken van de termijn van zes maanden of totdat de afwijzende beslissing in kracht van gewijsde is gegaan, kan de erkenning niet worden tegengeworpen aan het kind en aan zijn wettelijke vertegenwoordiger, die er zich niettemin op kunnen beroepen.

Art. 319bis. Si le père est marié et reconnaît un enfant conçu par une femme autre que son épouse, l'acte de reconnaissance doit en outre être présenté par requête pour homologation au tribunal de première instance du domicile de l'enfant. L'épouse du requérant doit être appelée à la cause.

Le tribunal instruit la demande en chambre du conseil et entend les parties et le ministère public.

Il rejette la demande d'homologation s'il est prouvé que le requérant n'est pas le père de l'enfant.

La reconnaissance est définitive à partir du moment où le jugement d'homologation est inscrit en marge de l'acte de reconnaissance et elle sortit ses effets à partir de la date de la requête.

Art. 320. Lorsque la paternité établie en vertu des articles 315 ou 317 n'est pas corroborée par la possession d'état, l'enfant peut, sur l'autorisation du tribunal de première instance de son domicile, être reconnu par un autre homme que le mari :

1^o s'il est né 180 jours au moins après la dissolution ou l'annulation du mariage de la mère;

2^o s'il est né plus de trois cents jours après la procès-verbal prévu à l'article 1258 du Code judiciaire, ou après l'ordonnance du président siégeant en référé, rendue en vertu de l'article 1280 du même Code et autorisant les époux à résider séparément, ou après la déclaration prévue à l'article 1289 du même Code, et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation;

3^o s'il est né plus de trois cents jours après une ordonnance du juge de paix rendue en vertu de l'article 223 du présent Code et autorisant les époux à résider séparément, et moins de cent quatre-vingts jours depuis que cette mesure a pris fin ou depuis la réunion de fait des époux;

4^o s'il est né plus de trois cents jours après le début de la séparation de fait lorsque le divorce a été admis en vertu de l'article 232 du présent Code.

Art. 321. Le père ne peut reconnaître l'enfant, lorsque la reconnaissance ferait apparaître entre la mère et lui un empêchement à mariage dont le Roi ne peut dispenser.

Section 3. — De la recherche de paternité

Art. 322. Lorsque la paternité n'est pas établie ni en vertu des articles 315 ou 317 ni par une reconnaissance, elle peut l'être par un jugement, à moins que l'enfant, s'il est majeur ou mineur émancipé, ne s'y oppose, ou, s'il est mineur non émancipé, que sa mère, lui-même, s'il a quinze ans accomplis, ou son représentant légal ne prouvent que l'établissement de la filiation paternelle serait contraire à l'intérêt de l'enfant.

Si le défendeur est marié et si l'enfant a été conçu pendant le mariage par une autre femme que son épouse, le jugement qui établit la filiation doit être signifié à l'épouse. Jusqu'à cette signification, il n'est opposable ni à celle-ci ni aux enfants nés de son mariage avec le défendeur ou adoptés par les deux époux.

Art. 323. Lorsque la paternité établie en vertu des articles 315 ou 317 n'est pas corroborée par la possession d'état, la paternité d'un autre homme que le mari peut être établie par un jugement dans les cas prévus à l'article 320.

Art. 324. La possession d'état à l'égard du père prétendu prouve la filiation.

A défaut de possession d'état, la filiation paternelle se prouve par toutes voies de droit.

A moins qu'il n'existe des doutes sur la paternité, celle-ci est présumée si l'est établi que le défendeur a eu des relations avec la mère pendant la période légale de la conception.

Art. 325. La recherche de paternité est irrecevable lorsque le jugement ferait apparaître entre le père prétendu et la mère un empêchement à mariage dont le Roi ne peut dispenser.

Art. 319bis. Wanneer de vader gehuwd is en een kind erkent dat verwekt is bij een andere vrouw dan zijn echtgenote, moet de akte van erkenning bovendien, bij verzoekschrift ter homologatie voorgelegd worden aan de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van het kind. De echtgenote van de verzoeker dient in het geding betrokken te worden.

De rechtbank behandelt het verzoek in raadkamer en hoort de partijen en het openbaar ministerie.

Zij wijst het verzoek tot homologatie af indien wordt bewezen dat de verzoeker niet de vader is.

De erkenning wordt definitief vanaf de inschrijving van het vonnis van homologatie in de rand van de akte van erkenning en heeft uitwerking vanaf de datum van het verzoekschrift.

Art. 320. Wanneer het vaderschap dat vaststaat krachtens artikel 315 of 317 niet bevestigd wordt door het bezit van staat, kan het kind met machtiging van de rechtbank van eerste aanleg van zijn woonplaats, worden erkend door een andere man dan de echtgenoot:

1^o ingeval het kind geboren is tenminste 180 dagen na de ontbinding of de nietigverklaring van het huwelijk van de moeder;

2^o ingeval het kind geboren is meer dan driehonderd dagen na het proces-verbaal bedoeld in artikel 1258 van het Gerechtelijk Wetboek, of na de beschikking door de voorzitter in kort geding gegeven krachtens artikel 1280 van hetzelfde Wetboek, waarbij de echtgenoten gemachtigd worden een afzonderlijke verblijfplaats te bekijken, of na de verklaring bedoeld in artikel 1289 van hetzelfde Wetboek en minder dan honderd tachtig dagen na de definitieve afwijzing van de eis of na de verzoening;

3^o ingeval het kind geboren is meer dan driehonderd dagen na een beschikking van de vrederechter gegeven krachtens artikel 223 van dit Wetboek, waarbij de echtgenoten gemachtigd worden een afzonderlijke verblijfplaats te betrekken, en minder dan honderd tachtig dagen nadat aan deze maatregel een einde is gekomen, of nadat de echtgenoten feitelijk verenigd zijn geweest;

4^o ingeval het kind geboren is meer dan driehonderd dagen na het tijdstip waarop de feitelijke scheiding een aanvang heeft genomen, wanneer de echtscheiding is toegestaan krachtens artikel 232 van dit Wetboek.

Art. 321. De vader kan het kind niet erkennen, wanneer uit die erkenning een huwelijksbeletsel zou blijken tussen hem en de moeder waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen.

Afdeling 3. — Onderzoek naar het vaderschap

Art. 322. Wanneer het vaderschap niet vaststaat krachtens de artikelen 315 of 317, noch op grond van een erkenning, kan het bij vonnis worden vastgesteld tenzij het kind, indien het een meerderjarige of een ontvoogde minderjarige betreft, daartegen verzet doet of, indien het kind een niet-ontvoogde minderjarige is, zijn moeder of, indien het kind de volle leeftijd van vijftien jaren heeft bereikt, dat kind zelf dan wel zijn wettelijke vertegenwoordiger bewijzen dat de vaststelling van vaderschap strijdig is met de belangen van het kind.

Indien de verweerde gehuwd is en het kind tijdens het huwelijk verwekt is bij een andere vrouw dan zijn echtgenote, moet het vonnis waarbij de afstamming wordt vastgesteld, aan de echtgenote worden betekend. Totdat die betrekking heeft plaatsgehad, kan het vonnis niet worden tegengeworpen aan de echtgenote, noch aan de kinderen geboren uit haar huwelijk met de verweerde of geadopteerd door beide echtgenoten.

Art. 323. Wanneer het vaderschap dat vaststaat krachtens artikel 315 of 317 niet bevestigd wordt door het bezit van staat, kan het vaderschap van een andere man dan de echtgenoot bij vonnis worden vastgesteld in de gevallen bepaald in artikel 320.

Art. 324. De afstamming wordt bewezen door het bezit van staat ten aanzien van de vermeende vader.

Bij gebreke van bezit van staat wordt de afstamming van vaderszijde door alle wettelijke middelen bewezen.

Behalve wanneer er twijfel over bestaat, wordt het vaderschap vermoed wanneer is komen vast te staan dat de verweerde gedurende het wettelijk tijdperk van de verwekking gemeenschap heeft gehad met de moeder.

Art. 325. Het onderzoek naar het vaderschap is onontvankelijk, wanneer uit het vonnis een huwelijksbeletsel tussen de vermeende vader en de moeder zou blijken waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen.

CHAPITRE 3
*Dispositions communes concernant
 le mode d'établissement de la filiation*

Section 1^{er}. — Du moment de la conception

Art. 326. L'enfant est présumé, sauf preuve contraire, avoir été conçu dans la période qui s'étend du 300^e au 180^e jour avant la naissance et au moment qui lui est le plus favorable, compte tenu de l'objet de sa demande ou du moyen de défense proposé par lui.

Section 2. — De la reconnaissance

Art. 327. La reconnaissance peut être faite par un acte authentique, à l'exclusion du testament, lorsqu'elle n'a pas été faite dans l'acte de naissance.

Art. 328. La reconnaissance peut être faite par un incapable.

Elle peut par ailleurs être faite au profit d'un enfant conçu ou d'un enfant décédé, si ce dernier a laissé une postérité.

Art. 329. Lorsqu'un enfant est reconnu par plusieurs personnes du même sexe, seule la première reconnaissance produit effet, aussi longtemps qu'elle n'a pas été annulée.

Art. 330. § 1^{er}. La reconnaissance peut être contestée par tout intéressé.

Toutefois l'auteur de la reconnaissance et ceux qui ont donné les consentements préalables requis par les §§ 2 et 3 ou visés par le § 4, alinéa 1^{er}, de l'article 319 ne sont recevables à contester la reconnaissance que s'ils prouvent que leur consentement a été vicié.

La reconnaissance de paternité ne peut être contestée par ceux qui ont été parties à la décision qui l'a autorisée conformément à l'article 319, § 3, alinéa 4, ou à celle qui a refusé l'annulation demandée en vertu du § 4 de cet article.

§ 2. La reconnaissance est mise à néant s'il est prouvé, par toutes voies de droit, que sont auteur n'est pas le père ou la mère.

Toutefois la demande doit être rejetée si l'enfant a la possession d'état à l'égard de celui qu'il a reconnu.

CHAPITRE 4. — Actions relatives à la filiation

Section 1^{er}. — Généralités

Art. 331. § 1^{er}. Le tribunal de première instance du domicile de l'enfant est seul compétent pour connaître des actions relatives à la filiation.

§ 2. Chaque fois qu'il existe une contestation relative à la filiation, les tribunaux répressifs comme toutes les autres juridictions ne peuvent statuer qu'après que la décision du tribunal de première instance sur la question d'état est passée en force de chose jugée.

Art. 331bis. Les actions relatives à la filiation ne sont pas recevables si l'enfant n'est pas né viable.

Art. 331ter. Lorsque la loi ne prévoit pas un délai plus court, les actions relatives à la filiation se prescrivent par 30 ans à compter du jour où l'enfant a été privé de l'état qu'il réclame, ou a commencé à jouir de l'état qui lui est contesté.

Art. 331quater. Les actions relatives à la filiation ne peuvent faire l'objet de renonciation.

Art. 331quinquies. Les héritiers peuvent poursuivre l'action déjà intentée à moins que leur auteur ne s'en soit expressément désisté.

Art. 331sexies. Sans préjudice de l'article 319, §§ 3 en 4, ni de l'article 322, premier alinéa, en ce qui concerne les enfants de 15 ans accomplis, le mineur non émancipé, l'interdit et l'aliéné sont, dans les actions relatives à leur filiation, représentés comme demandeurs ou comme défendeurs par leur représentant légal et, s'il y a opposition d'intérêts, par un tuteur *ad hoc* désigné par le président du tribunal à la requête de tout intéressé ou du procureur du Roi.

Art. 331septies. Les tribunaux statuent sur les conflits de filiation que la loi n'a pas réglés en déterminant par toutes voies de droit la filiation la plus vraisemblable.

Si les autres éléments de preuve sont insuffisants, la possession d'état sera prise en considération.

Art. 331octies. Les tribunaux peuvent ordonner, même d'office, l'examen du sang ou tout autre examen selon des méthodes scientifiques éprouvées.

HOOFDSTUK 3
*Gemeenschappelijke bepalingen nopens de wijze
 waarop de afstamming wordt vastgesteld*

Adeling 1. — Het tijdstip van de verwekking

Art. 326. Het kind wordt, behoudens tegenbewijs, vermoed te zijn verwekt in het tijdvak van de 300^e tot en met de 180^e dag voor de geboortedag en op het tijdstip dat voor hem het gunstigst is, gelet op het onderwerp van de vordering dat het heeft ingesteld of van het verweermiddel dat het heeft voorgedragen.

Adeling 2. — De erkenning

Art. 327. Indien de erkenning niet is geschied in de akte van geboorte, kan zij geschieden bij authentieke akte, met uitsluiting van het testament.

Art. 328. De erkenning kan geschieden door een onbekwame.

Zij kan bovendien geschieden ten gunste van een verwekt kind, dan wel van een overleden kind indien dit afstammelingen heeft nagelaten.

Art. 329. Zo een kind wordt erkend door meer dan een persoon van hetzelfde geslacht, heeft alleen de eerste erkenning gevolg zolang ze niet is vernietigd.

Art. 330. § 1. De erkenning kan door iedere belanghebbende worden bewist.

De erkener en zij die de voorafgaande toestemmingen vereist in de §§ 2 en 3 bedoeld in § 4, eerste lid, van artikel 319 hebben gegeven, zijn echter alleen gerechtigd de erkenning te bewisten, indien zij bewijzen dat aan hun toestemming een gebrek kleefde.

De erkenning van het vaderschap kan niet worden bewist door hen die partij zijn geweest bij de beslissing waarbij de erkenning is toegestaan overeenkomstig artikel 319, § 3, vierde lid, of bij beslissing waarbij de vernietiging gevorderd krachtens § 4 van dat artikel is afgewezen.

§ 2. De erkenning wordt tenietgedaan indien door alle wettelijke middelen wordt bewezen dat de erkener niet de vader of de moeder is.

Het verzoek moet evenwel worden afgewezen, indien het kind bezit van staat heeft ten aanzien van de erkener.

HOOFDSTUK 4. — Vorderingen met betrekking tot de afstamming

Adeling 1. — Algemeen

Art. 331. § 1. Alleen de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van het kind is bevoegd om kennis te nemen van de vorderingen betreffende de afstamming.

§ 2. Telkens als de afstamming wordt bewist, kunnen de strafrechtbanken en de andere gerechten eerst uitspraak doen nadat de beslissing van de rechtbank van eerste aanleg omtrent de staat in kracht van gewijsde is getreden.

Art. 331bis. Rechtsvorderingen met betrekking tot de afstamming zijn niet ontvankelijk indien het kind niet levensvatbaar geboren is.

Art. 331ter. Wanneer de wet geen kortere termijn stelt, verjaren de vorderingen betreffende de afstamming door verloop van 30 jaar te rekenen van de dag waarop het kind de staat die hij inroeft is ontzegd, of van de dag waarop hij in het bezit van de betwiste staat is gekomen.

Art. 331quater. Van het vorderingsrecht betreffende de afstamming kan niet worden afgewezen.

Art. 331quinquies. Erfgenamen kunnen de reeds begonnen rechtsvordering voortzetten, tenzij de verzoeker er uitdrukkelijk afstand van heeft gedaan.

Art. 331sexies. Oververminderd artikel 319, §§ 3 en 4, en artikel 322, eerste lid, voor de kinderen die de volle leeftijd van 15 jaar hebben bereikt, worden de niet-ontvoerde minderjarige, de onbekwaam verklaarde en de geesteszieke, in gedingen betreffende hun afstamming, als eiser of als verweerde vertegenwoordigd door hun wettelijke vertegenwoordiger en, indien er tegenstrijdigheid van belang is, door een voogd *ad hoc* aangewezen door de voorzitter van de rechtbank op verzoek van elke belanghebbende of van de procureur des Konings.

Art. 331septies. De rechtbanken beslechten de geschillen betreffende de afstamming waarvoor de wet geen regeling getroffen heeft, door de meest waarschijnlijke afstamming met alle rechtsmiddelen vast te stellen.

Zo de andere bewijsmiddelen onvoldoende zijn, wordt het bezit van staat in aanmerking genomen.

Art. 331octies. De rechtbanken kunnen, zelfs ambtshalve, een bloedonderzoek of enig ander onderzoek volgens beproefde wetenschappelijke methodes gelasten.

Art. 331*nonies*. La possession d'état doit être continue. Elle s'établit par des faits qui, ensemble ou séparément, indiquent le rapport de filiation.

Ces faits sont entre autres :

- que l'enfant a toujours porté le nom de celui dont on le dit issu;
- que celui-ci l'a traité comme son enfant;
- qu'il a, en qualité de père ou de mère, pourvu à son entretien et à son éducation;
- que l'enfant l'a traité comme son père ou sa mère;
- qu'il est reconnu comme son enfant par la famille et dans la société;
- que l'autorité publique le considère comme tel.

Art. 331*decies*. Les décisions judiciaires en matière de filiation sont opposables même aux personnes qui n'y ont point été parties; mais celles-ci peuvent former tierce opposition.

Par exception à l'article 811 du Code judiciaire, le tribunal peut ordonner, même d'office, que soient appelés à la cause tous les intéressés auxquels il estime que la décision doit être rendue commune.

Section 2. — Des actions en particulier

Art. 332. La paternité établie en vertu de l'article 315 peut être contestée par le mari, par la mère et par l'enfant.

Si le mari est décédé sans avoir agi, mais étant encore dans le délai utile pour le faire, sa paternité peut être dans l'année de son décès ou de la naissance, contestée par ses descendants et par ses descendants.

La paternité établie en vertu de l'article 317 peut en outre être contestée par le précédent mari.

L'action de la mère doit être intentée dans l'année de la naissance et celle du mari ou du précédent mari dans l'année de la naissance ou de la découverte de celle-ci.

Celle de l'enfant doit être intentée au plus tard dans les quatre ans à compter du moment où il atteint l'âge de dix-huit ans. Sauf circonstances exceptionnelles, elle est irrecevable si le mari a élevé l'enfant comme sien.

La demande doit être formée de manière que l'enfant ou ses descendants, la mère, le mari et, le cas échéant, le précédent mari soient à la cause.

Art. 332bis. Sans préjudice de l'article 330, les autres actions en contestation d'état appartiennent à toute personne justifiant d'un intérêt qui ne soit pas purement patrimonial.

La demande doit être formée de manière que l'enfant ou ses descendants et celui de ses auteurs dont la paternité ou la maternité n'est pas contestée soient à la cause aussi bien que la personne dont la paternité ou la maternité est contestée.

Art. 332ter. L'action en réclamation d'état appartient à l'enfant et à chacun de ses père et mère personnellement.

Après le décès de l'enfant, elle appartient à ses descendants, lesquels ne peuvent toutefois l'intenter qu'avant le vingt-cinquième anniversaire de leur auteur.

La demande doit être formée de manière que l'enfant ou ses descendants et celui de ses auteurs dont la paternité ou la maternité est déjà établie soient appelés à la cause aussi bien que la personne dont la paternité ou la maternité est recherchée.

Si l'action en recherche de maternité peut avoir pour conséquence l'établissement de la filiation paternelle selon l'article 315 ou 317, elle doit être intentée également contre le mari et, le cas échéant, le précédent mari de la mère prétexte.

Art. 332quater. Si l'un de ceux qui doivent être cités en vertu des articles précédents est décédé, l'action en contestation d'état est intentée uniquement contre les autres et l'action en réclamation d'état contre les autres et les héritiers du défunt.

Si tous ceux qui doivent être cités en vertu des dispositions précédentes sont décédés, la demande est introduite par requête unilatérale, et les articles 1025 et suivants du Code judiciaire sont applicables à l'exception des articles 1029, alinéa 2, et 1032.

Art. 331*nonies*. Het bezit van staat moet voortdurend zijn.

Het wordt bewezen door feiten die te samen of afzonderlijk de betrekking van afstamming aantonen.

Die feiten zijn onder meer :

- dat het kind altijd de naam heeft gedragen van degene van wie wordt gezegd dat het afstamt;
- dat laatstgenoemde het als zijn kind heeft behandeld;
- dat die persoon als vader of moeder in zijn onderhoud en opvoeding heeft voorzien;
- dat het kind die persoon heeft behandeld als zijn vader of moeder;
- dat het als zijn kind wordt erkend door de familie en in de maatschappij;
- dat de openbare overheid het als zodanig beschouwt.

Art. 331*decies*. Rechterlijke beslissingen inzake afstamming kunnen worden tegengeworpen zelfs aan personen die geen partij waren in het geding; deze kunnen echter derdenverzet instellen.

In afwijking van artikel 811 van het Gerechtelijk Wetboek kan de rechtbank, zelfs ambtshalve, gelasten dat alle belanghebbenden jegens wie zij oordeelt dat de beslissing mede moet gelden, in het geding worden geroepen.

Afdeling 2. — De vorderingen in het bijzonder

Art. 332. Het vaderschap dat vaststaat krachtens artikel 315, kan worden betwist door de echtgenoot, door de moeder en door het kind.

Indien de echtgenoot overleden is zonder in rechte te zijn opgetreden, lopende de termijn om zulks te doen, kan zijn vaderschap, binnen een jaar na zijn overlijden of na de geboorte, worden betwist door zijn bloedverwanten in de opgaande en in de neerdalende lijn.

Het vaderschap dat vaststaat krachtens artikel 317 kan daarenboven worden betwist door de vorige echtgenoot.

De rechtsvordering van de moeder moet worden ingesteld binnen een jaar na de geboorte en die van de echtgenoot of van de vorige echtgenoot binnen een jaar na de geboorte of na de ontdekking ervan.

De rechtsvordering van het kind moet worden ingesteld uiterlijk vier jaar nadat het de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt. Behoudens buitengewone omstandigheden is ze niet ontvankelijk wanneer de echtgenoot het kind als het zijn heeft opgevoed.

De vordering moet op zodanige wijze worden ingesteld dat het kind of zijn afstammelingen, de moeder, de echtgenoot en, in voorbeeld gevallen, de vorige echtgenoot in het geding worden geroepen.

Art. 332bis. Onvermindert artikel 330, kunnen de andere rechtsvorderingen tot betwisting van staat worden ingesteld door een ieder die van enig belang doet blijken dat niet louter vermogensrechtelijk is.

De vordering moet op zodanige wijze worden ingesteld dat het kind of zijn afstammelingen en degene van de ouders wiens vaderschap of moederschap niet wordt betwist, alsook de persoon wiens vaderschap of moederschap wel wordt betwist, in het geding worden geroepen.

Art. 332ter. De rechtsvordering tot inroeping van staat kan worden ingesteld door het kind en door elk van zijn ouders persoonlijk.

Na het overlijden van het kind, kan de vordering worden ingesteld door diens afstammelingen, die dat evenwel enkel kunnen doen voor vijftigentwintigste verjaardag van hun ouder.

De vordering moet op zodanige wijze worden ingesteld dat het kind of zijn afstammelingen en degene van de ouders wiens vaderschap of moederschap vaststaat, alsook de persoon wiens vaderschap of moederschap wordt onderzocht, in het geding worden geroepen.

Indien de rechtsvordering tot onderzoek naar het moederschap tot gevolg kan hebben dat het vaderschap komt vast te staan op grond van artikel 315 of 317, dan moet ze ook worden ingesteld tegen de echtgenoot en, in voorbeeld gevallen, tegen de vorige echtgenoot van de vermeende moeder.

Art. 332quater. Indien een van de personen die krachtens de voorgaande artikelen moet worden gedagvaard overleden is, wordt de rechtsvordering tot betwisting van staat alleen ingesteld tegen de anderen en wordt de rechtsvordering tot inroeping van staat ingesteld tegen de anderen en de erfgenamen van de overledene.

Indien allen die krachtens de voorafgaande bepalingen moeten worden gedagvaard overleden zijn, wordt de vordering ingesteld bij eenzijdig verzoekschrift en zijn de artikelen 1025 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing, met uitzondering van de artikelen 1029, tweede lid, en 1032.

Section 3. — De la publication de la décision judiciaire sur les registres de l'état civil

Art. 333. § 1er. Tout exploit de signification d'un jugement ou arrêt faisant droit à une demande relative à la filiation doit être communiqué, en copie, au ministère public.

§ 2. Après l'expiration du délai d'appel ou de pourvoi en cassation ou, le cas échéant, après le prononcé de l'arrêt rejetant le pourvoi, le ministère public transmet, sans tarder, le dispositif de tout jugement ou arrêt faisant droit à une demande relative à la filiation à l'officier de l'état civil du lieu où l'acte de naissance de l'enfant a été dressé ou transcrit.

Si l'acte de naissance n'est pas inscrit en Belgique, le dispositif est transmis à l'officier de l'état civil de la résidence de l'enfant en Belgique ou, à défaut, à celui du premier district de Bruxelles.

L'officier de l'état civil transcrit, dans le mois, le dispositif sur ses registres; mention en est faite en marge des actes concernant l'état civil de l'enfant et de ses descendants.

CHAPITRE 5. — Des effets de la filiation

Art. 334. Quel que soit le mode d'établissement de la filiation, les enfants et leurs descendants ont les mêmes droits et les mêmes obligations à l'égard des père et mère et de leurs parents et alliés, et les père et mère et leurs parents et alliés ont les mêmes droits et les mêmes obligations à l'égard des enfants et de leurs descendants.

Art. 334bis. L'enfant conçu pendant le mariage par l'un des époux et une personne autre que son conjoint ne peut être élevé à la résidence conjugale qu'avec le consentement de ce dernier.

Art. 334ter. La reconnaissance qui fait apparaître qu'un enfant a été conçu pendant le mariage par un des époux et une autre personne que son conjoint aura pour effet de faire perdre à son auteur tous les avantages que l'autre époux lui avait consentis par contrat de mariage en prévision du partage du patrimoine commun ainsi que les libéralités contenues dans ce contrat sauf si cet époux manifeste expressément, par acte devant notaire, sa volonté de confirmer, en tout ou en partie, les dispositions du contrat de mariage.

La révocation des avantages et des donations ne porte pas atteinte aux droits des tiers de bonne foi.

Dans le même cas le conjoint peut priver l'auteur de la reconnaissance de tout ou partie de ses droits successoraux à l'exception de ceux qu'il tient de l'article 915bis, § 2.

Dans tous les cas où l'établissement de la filiation fait apparaître qu'un enfant a été conçu pendant le mariage par un des époux et une autre personne que son conjoint, les effets que l'alinéa 1er attaché à une reconnaissance volontaire se produiront et le conjoint pourra exercer le droit que lui confère l'alinéa 3.

Art. 335. § 1er. L'enfant dont seule la filiation paternelle est établie ou dont la filiation paternelle et la filiation maternelle sont établies en même temps, porte le nom de son père, sauf si le père est marié et reconnaît un enfant conçu pendant le mariage par une autre femme que son épouse.

§ 2. L'enfant dont seule la filiation maternelle est établie, porte le nom de sa mère.

§ 3. Si la filiation paternelle est établie après la filiation maternelle, aucune modification n'est apportée au nom de l'enfant. Toutefois, les père et mère ensemble ou l'un deux, si l'autre est décédé peuvent déclarer, dans un acte dressé par l'officier de l'état civil, que l'enfant portera le nom de son père.

Cet acte ne peut être dressé, en cas de prédécès du père ou durant son mariage, sans l'accord du conjoint avec lequel il était marié au moment de l'établissement de la filiation.

Cette déclaration doit être faite dans l'année à compter du jour où les déclarants ont eu connaissance de l'établissement de la filiation et avant la majorité ou l'émancipation de l'enfant.

Mention de la déclaration est faite en marge de l'acte de naissance et des autres actes concernant l'enfant.

Afdeling 3. — Bekendmaking van de gerechtelijke beslissing in de registers van de burgerlijke stand

Art. 333. § 1. Elk exploit van betrekking van een vonnis of arrest waarbij een vordering betreffende de afstamming wordt toegezwezen, moet in afschrift worden medegedeeld aan het openbaar ministerie.

§ 2. Na het verstrijken van de termijn van hoger beroep of van voorziening in cassatie of, in voorkeur geval, na de uitspraak van het arrest waarbij de voorziening wordt afgewezen, zendt het openbaar ministerie onverwijld het beschikkende gedeelte van elk vonnis of arrest waarbij een vordering betreffende de afstamming wordt toegezwezen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de akte van geboorte van het kind is opgemaakt of overgeschreven.

Indien de akte van geboorte niet in België is ingeschreven, wordt het beschikkende gedeelte gezonden aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de verblijfplaats van het kind in België of, bij gebreke daarvan, aan die van het eerste district van Brussel.

De ambtenaar van de burgerlijke stand schrijft, binnen een maand, het beschikkende gedeelte over in zijn registers; melding daarvan wordt gemaakt op de kant van de akten betreffende de burgerlijke stand van het kind en van zijn afstammelingen.

HOOFDSTUK 5. — Gevolgen van de afstamming

Art. 334. Ongeacht de wijze waarop de afstamming is vastgesteld, hebben de kinderen en hun afstammelingen dezelfde rechten en dezelfde verplichtingen ten opzichte van de ouders en hun bloed- en aanverwanten, en hebben de ouders in hun bloed- en aanverwanten dezelfde rechten en dezelfde verplichtingen ten opzichte van de kinderen en hun afstammelingen.

Art. 334bis. Het kind dat tijdens het huwelijk verkreeg wordt door een der echtgenoten en een andere persoon dan de echtgenoot mag in de echtelijke woonplaats niet worden opgevoed dan met toestemming van deze laatste.

Art. 334ter. De erkenning waaruit blijkt dat een kind tijdens het huwelijk werd verkreeg door een der echtgenoten en een andere persoon dan de echtgenoot, heeft tot gevolg dat degene die het kind erkent, alle voordelen verliest die de andere echtgenoot bij huwelijksovereenkomst heeft toegestaan in het vooruitzicht van een verdeling van het gemeenschappelijk vermogen, evenals de schenkingen welke in die overeenkomst vervat liggen, tenzij de echtgenoot bij een voor notaris verleende akte uitdrukkelijk zijn wil te kennen geeft de bepalingen van de huwelijksovereenkomst geheel of ten dele te handhaven.

De herroeping van de voordelen en van de schenkingen doet geen afbreuk aan de rechten van derden te goeder trouw.

In hetzelfde geval kan de echtgenoot degene die het kind erkent, geheel of ten dele van de erfopvolging uitsluiten, met uitzondering van het erfrecht dat hij krachtens artikel 915bis, § 2, bezit.

In alle gevallen waarbij uit de vaststelling van de afstamming blijkt dat een kind tijdens het huwelijk werd verkreeg door een der echtgenoten en een andere persoon dan de echtgenoot, gelden dezelfde gevolgen als die welke het eerste lid aan een vrijwillige erkenning verbindt en de echtgenoot kan het recht uitoefenen dat hem bij het derde lid wordt verleend.

Art. 335. § 1. Het kind wiens afstamming alleen van vaderszijde vaststaat of wiens afstamming van vaderszijde en van moederszijde tegelijkertijd komen vast te staan, draagt de naam van zijn vader, behalve wanneer de vader gehuwd is en een kind erkent dat tijdens het huwelijk bij een andere vrouw dan zijn echtgenote is verkreeg.

§ 2. Het kind wiens afstamming alleen van moederszijde vaststaat, draagt de naam van zijn moeder.

§ 3. Indien de afstamming van vaderszijde komt vast te staan na de afstamming van moederszijde, blijft de naam van het kind onveranderd. Evenwel kunnen de ouders samen of een van hen, indien de andere overleden is, in een door de ambtenaar van de burgerlijke stand opgemaakte akte verklaren dat het kind de naam van zijn vader zal dragen.

Bij vooroverlijden van de vader of gedurende zijn huwelijk kan die akte niet worden opgemaakt zonder de instemming van de echtgenote met wie hij gehuwd was op het ogenblik van de vaststelling van de afstamming.

Die verklaring moet worden gedaan binnen een jaar te rekenen van de dag waarop de personen die de verklaring doen, de vaststelling van de afstamming hebben vernomen en vóór de meerderjarigheid of de ontvoegding van het kind.

Van de verklaring wordt melding gemaakt op de kant van de akte van geboorte en van de andere akten betreffende het kind.

CHAPITRE 6

De l'action en réclamation d'une pension pour l'entretien, l'éducation et la formation adéquate

Art. 336. L'enfant dont la filiation paternelle n'est pas établie peut réclamer à celui qui a eu des relations avec sa mère pendant la période légale et la conception, une pension pour son entretien, son éducation et sa formation adéquate.

Si la formation n'est pas achevée, l'obligation se poursuit après la majorité de l'enfant.

Art. 337. § 1er. L'action est personnelle à l'enfant. Elle doit être intentée dans les trois années qui suivent soit la naissance, soit la cessation des secours fournis directement ou indirectement par le défendeur. Si l'action est intentée après ce délai, le tribunal peut toutefois la déclarer recevable pour des justes motifs.

§ 2. L'action ne passe pas aux héritiers de l'enfant. Toutefois, ceux-ci peuvent poursuivre l'action commencée.

§ 3. Après le décès de la personne qui, pendant la période légale de la conception, a eu des relations avec la mère, l'action peut être poursuivie, mais non intentée contre ses héritiers.

Art. 338. — § 1er. Le demandeur présente au président du tribunal une requête contenant un exposé sommaire des faits et accompagnée des pièces à l'appui, s'il y en a.

Le président fixe les jour et l'heure où les parties comparaîtront devant lui. La convocation est faite par pli judiciaire.

§ 2. Si le défendeur a admis l'existence des relations qui servent de fondement à l'action et si les parties sont d'accord sur le montant de la pension alimentaire, le président en dresse le procès-verbal.

A défaut d'entente entre les parties ou si elles ne comparaissent pas, le président rend une ordonnance de renvoi devant le tribunal.

§ 3. Si, au cours de la première comparution devant le tribunal, le défendeur ne contexte que le montant de la pension alimentaire, l'affaire est renvoyée en chambre du conseil et le jugement prononcé en audience publique.

Si, au cours de la première comparution devant le tribunal, le défendeur contexte l'existence des relations qui servent de fondement à l'action, il est statué conformément aux règles de droit commun.

Il est statué dans la même forme sur l'appel.

Art. 338bis. L'action est rejetée si le défendeur établit, par toutes les voies de droit, qu'il n'est pas le père.

Art. 339. Le montant de la pension est fixé d'après les besoins de l'enfant et les ressources, possibilités et situation sociale du débiteur et de la mère.

La pension peut être modifiée conformément à l'article 209.

Art. 339bis. La charge de la pension se transmet à la succession du débiteur conformément à l'article 205bis, §§ 3 et 4.

La pension peut être modifiée conformément à l'article 209.

Art. 340. La pension alimentaire cesse d'être due dès que la filiation paternelle est établie à l'égard d'un autre que le débiteur ou si l'enfant est adopté.

Art. 341. Le jugement condamnant le défendeur au paiement d'une pension en vertu de l'article 336, produit les mêmes effets que l'établissement de la filiation paternelle en ce qui concerne les empêchements au mariage.

CHAPITRE VI

Modifications aux dispositions du Livre 1er, Titre IX, du Code civil : « De la puissance paternelle »

Art. 39. L'intitulé du Titre IX du Livre 1er du même Code est remplacé par l'intitulé suivant : « Titre IX. — De l'autorité parentale. »

HOOFDSTUK 6

Vordering tot uitkering voor levensonderhoud, opvoeding en passende opleiding

Art. 336. Het kind wiens afstamming van vaderszijde niet vaststaat, kan van degene die gedurende het wettelijk tienvak van de verwekking met zijn moeder gemeenschap heeft gehad, een vordering tot levensonderhoud, opvoeding en passende opleiding voordeinen.

Indien de opleiding niet voltooid is, loopt de verplichting tot na de meerderjarigheid van het kind.

Art. 337. § 1. De vordering komt aan het kind persoonlijk toe. Zij moet worden ingesteld binnen drie jaar te rekenen hetzij van de geboorte, hetzij van het staken van de hulp door de verweerde rechtstreeks of onrechtstreeks verleend. Wordt de vordering na die termijn ingesteld, dan kan de rechtbank ze niettemin om gegronde redenen ontvankelijk verklaren.

§ 2. De vordering gaat niet over op de erfgenamen van het kind. Deze kunnen echter de begonnen rechtsvordering voortzetten.

§ 3. Na het overlijden van de persoon die gedurende het wettelijk tienvak van de verwekking met de moeder gemeenschap heeft gehad, kan de vordering worden voortgezet maar niet meer ingesteld tegen zijn erfgenamen.

Art. 338. — § 1. De eiser biedt de voorzitter van de rechtbank een verzoekschrift aan, bevattende een beknopte opgave van de feiten en vergezeld van de bewijsstukken, zo die er zijn.

De voorzitter bepaalt dag en uur waarop de partijen voor hem moeten verschijnen. De oproeping geschiedt bij gerechtsbrief.

§ 2. Indien de verweerde het bestaan heeft erkend van de gemeenschap die tot grondslag dient van de vordering en indien de partijen het eens zijn over het bedrag van de uitkering tot levensonderhoud, maakt de voorzitter daarvan proces-verbaal op.

Indien de partijen het niet eens zijn of niet verschijnen, geeft de voorzitter een beschikking waarbij hij hen naar de rechtbank verwijst.

§ 3. Indien de verweerde bij de eerste verschijning voor de rechtbank enkel het bedrag betwist van de uitkering tot levensonderhoud, wordt de zaak naar de raadkamer verwezen en het vonnis uitgesproken in openbare terechtzitting.

Indien de verweerde bij de eerste verschijning voor de rechtbank het bestaan betwist van de gemeenschap die tot grondslag dient van de vordering, wordt uitspraak gedaan volgens het gemeen recht.

In hoger beroep wordt dezelfde rechtspleging gevuld.

Art. 338bis. De vordering wordt afgewezen indien de verweerde door alle wettelijke middelen het bewijs levert dat hij de vader niet is.

Art. 339. Het bedrag van de uitkering wordt bepaald met inachtneming van de behoeften van het kind in de inkomsten, mogelijkheden en maatschappelijke toestand van de uitkeringsplichtige en van de moeder.

De uitkering kan worden gewijzigd overeenkomstig artikel 209.

Art. 339bis. De last van de uitkering gaat over de nalatenschap van de uitkeringsplichtige overeenkomstig artikel 205bis, §§ 3 en 4.

De uitkering kan worden gewijzigd overeenkomstig artikel 209.

Art. 340. De uitkering is niet meer verschuldigd zodra de afstamming van vaderszijde vaststaat ten aanzien van een ander dan de uitkeringsplichtige of indien het kind geadopteerd wordt.

Art. 341. Een vonnis waarbij de verweerde krachtens artikel 336 wordt veroordeeld tot het betalen van een uitkering, heeft dezelfde gevolgen als de vaststelling van het vaderschap, wat de huwelijksbeletselen betreft.

HOOFDSTUK VI

Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel IX, van het Burgerlijk Wetboek : « Ouderlijke macht »

Art. 39. Het opschrift van Titel IX van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen : « Titel IX. — Ouderlijk gezag. »

Section 1ère. — De la personne de l'enfant

Art. 40. L'article 373 du même Code, modifié par la loi du 1er juillet 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 373. Sous réserve des exceptions prévues par la loi, le père ou la mère exerce l'autorité sur la personne de l'enfant mineur non émancipé, sauf le droit de l'autre de se pourvoir devant le tribunal de la jeunesse, uniquement dans l'intérêt de l'enfant. »

Art. 41. L'article 374 du même Code, abrogé par la loi du 1er juillet 1974, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 374. Lorsque les père et mère ne vivent pas ensemble, celui qui a la garde matérielle de l'enfant a seul le droit d'exercer cette autorité, sauf les exceptions prévues par la loi et sans préjudice du droit de l'autre de se pourvoir devant le tribunal de la jeunesse, uniquement dans l'intérêt de l'enfant. »

Art. 42. L'article 375 du même Code, abrogé par la loi du 15 mai 1912, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 375. Si la filiation n'est pas établie à l'égard de l'un des père et mère ou si l'un d'eux est décédé, absent ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, l'autre exerce seul cette autorité. »

Section 2. — Des biens de l'enfant

Art. 43. L'article 376 du même Code, abrogé par la loi du 15 mai 1912, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 376. Sous réserve des exceptions prévues par la loi, le père ou la mère administre les biens de l'enfant mineur non émancipé et représente celui-ci dans tous les actes civils, sauf le droit de l'autre de se pourvoir devant le tribunal de la jeunesse, uniquement dans l'intérêt de l'enfant et sans préjudice des actes déjà accomplis. »

Art. 44. L'article 377 du même Code, abrogé par la loi du 15 mai 1912, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 377. Lorsque le père et la mère ne cohabitent pas, celui qui a la garde matérielle de l'enfant mineur a seul le droit, sous réserve des exceptions prévues par la loi, d'administrer ses biens et de le représenter, sauf le droit de l'autre de se pourvoir devant le tribunal de la jeunesse, uniquement dans l'intérêt de l'enfant et sans préjudice des actes déjà accomplis. »

Art. 45. L'article 378 du même Code, abrogé par la loi du 15 mai 1912, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 378. Sont subordonnés à l'autorisation du tribunal de première instance les actes pour lesquels le tuteur doit requérir l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal de première instance.

Le tribunal statue sur requête. S'il est saisi par un seul des père et mère, l'autre est entendu ou du moins convoqué par pli judiciaire, et cette convocation le rend partie à la cause.

En cas d'opposition d'intérêts entre l'enfant et ses père et mère, un tuteur ad hoc sera désigné par le président du tribunal de première instance à la requête de tout intéressé et au besoin du procureur du Roi. »

Art. 46. L'article 379 du même Code, abrogé par la loi du 15 mai 1912, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 379. Les père et mère, chargés de l'administration des biens de leurs enfants mineurs, sont comptables quant à la propriété et aux revenus des biens dont ils n'ont pas la jouissance et, quant à la propriété seulement, de ceux dont la loi leur donne jouissance. »

Lorsqu'il existe des raisons de craindre que les sommes revenant à un mineur ne soient pas employées dans l'intérêt de celui-ci, le tribunal de la jeunesse peut, sur réquisition du procureur du Roi ou de toute personne justifiant de la nécessité de protéger les intérêts du mineur, fixer les conditions d'utilisation desdites sommes.

Dans le même cas, les tribunaux appelés à statuer sur l'indemnisation d'un dommage matériel ou moral causé à un mineur peuvent fixer les conditions d'utilisation des sommes dues.

Lorsque les décisions prévues aux deux alinéas qui précèdent sont passées en force de chose jugée, le greffier les notifie en copie, par lettre recommandée à la poste, aux débiteurs, qui ne peuvent dès lors se libérer valablement qu'en observant les conditions d'utilisation fixées par le tribunal. »

Afdeling 1. — De persoon van het kind

Art. 40. Artikel 373 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1974, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 373. Behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald, wordt het gezag over de persoon van het minderjarig niet-ontvoogd kind door een van de ouders uitgeoefend, onvermindert het recht van de andere om zich, enkel in het belang van het kind, tot de jeugdrechtbank te wenden. »

Art. 41. Artikel 374 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 1 juli 1974, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 374. Wanneer de ouders niet samenleven, is alleen de ouder die de materiële bewaring over het kind heeft, gerechtigd om dat gezag uit te oefenen, behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald en onvermindert het recht van de andere om zich, enkel in het belang van het kind, tot de jeugdrechtbank te wenden. »

Art. 42. Artikel 375 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 15 mei 1912, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 375. Indien de afstamming niet is vastgesteld ten aanzien van een van de ouders of indien een van beiden overleden of afwezig is dan wel in de onmogelijkheid verkeert zijn wil te kennen te geven, oefent de andere dat gezag alleen uit. »

Afdeling 2. — De goederen van het kind

Art. 43. Artikel 376 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 15 mei 1912, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 376. Behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald, beheert de vader of de moeder de goederen van het minderjarig niet-ontvoogd kind en vertegenwoordigt het in alle burgerlijke handelingen, onvermindert het recht van de andere om zich, enkel in het belang van het kind, tot de jeugdrechtbank te wenden, ongeacht de reeds verrichte handelingen. »

Art. 44. Artikel 377 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 15 mei 1912, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 377. Wanneer de ouders niet samenleven, is alleen de ouder die de materiële bewaring over het minderjarig kind heeft, gerechtigd om de goederen van het kind te beheren en het te vertegenwoordigen, behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald, en onvermindert het recht van de andere om zich, enkel in het belang van het kind, tot de jeugdrechtbank te wenden, ongeacht de reeds verrichte handelingen. »

Art. 45. Artikel 378 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 15 mei 1912, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 378. Machtiging van de rechtbank van eerste aanleg is vereist om de handelingen te verrichten waarvoor de voogd machtiging van de familieraad en homologatie door de rechtbank van eerste aanleg moet verzoeken.

De rechtbank doet uitspraak op verzoekschrift. Indien de zaak slechts door een van de ouders voor de rechtbank wordt aangebracht, wordt de andere gehoord, althans bij gerechtsbrief opgeroept; door die oproeping wordt hij partij in het geding.

In geval van belangstelling tussen het kind en zijn ouders wordt door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg een voogd ad hoc aangewezen op verzoek van enige belanghebbende en desnoods van de procureur des Konings. »

Art. 46. Artikel 379 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 15 mei 1912, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 379. De ouders die belast zijn met het beheer van de goederen van hun minderjarige kinderen, zijn rekening en verantwoording verschuldigd wat betreft de eigendom en de opbrengsten van de goederen waarvan ze niet het genot hebben, en wat betreft de eigendom alleen, van de goederen waarvan hun volgens de wet het genot toekomt.

Wanneer er reden is om te vrezen dat geldsommen die aan een minderjarige toekomen niet in zijn belang worden gebruikt, kan de jeugdrechtbank op vordering van de procureur des Konings of van elke persoon die doet blijken dat de belangen van de minderjarige beschermd dienen te worden nader bepalen welke bestemming aan die sommen moet worden gegeven.

In hetzelfde geval kunnen de rechtbanken die uitspraak moeten doen over de vergoeding van stofelijke of zedelijke schade aan een minderjarige veroorzaakt, nader bepalen welke bestemming aan de verschuldigde sommen zal worden gegeven.

Wanneer de beslissingen bedoeld in de twee voorgaande ledien in kracht van gewijde zijn gegaan, geeft de griffier daarvan kennis door toeënsing van een afschrift bij een ter post aangetekende brief aan de schuldenaars, waarna deze zich alleen met nakoming van hetgeen door de rechtbank omtrent de bestemming is bepaald, rechtsgeldig kunnen bevrijden. »

Art. 47. L'article 384 du même Code, modifié par la loi du 8 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 384. — Les père et mère ont la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis ou jusqu'à l'émancipation qui intervient avant cet âge. »

Art. 48. L'article 385 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 385. Lorsque les père et mère ne vivent pas ensemble, la jouissance appartient à celui qui a la garde matérielle de l'enfant, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le tribunal de première instance ou par le juge qui confie l'enfant à l'un de ses auteurs. »

Art. 49. L'article 386 du même Code, modifié par la loi du 14 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 386. — Les charges de cette jouissance seront :

- 1^o Celles auxquelles sont tenus les usufruitiers;
- 2^o L'entretien, l'éducation et la formation adéquate des enfants, selon leur fortune;
- 3^o Le paiement des arrérages ou intérêts des capitaux;
- 4^o Les frais funéraires et ceux de dernière maladie. »

CHAPITRE VII

*Modifications aux dispositions du Livre 1er, Titre X,
du Code civil :*

« De la minorité, de la tutelle et l'émancipation »

Art. 50. L'article 389 du même Code, modifié par les lois du 8 avril 1965 et du 1er juillet 1976, est abrogé.

Art. 51. L'article 390 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 390. — Après le décès de l'un des père et mère, la tutelle des enfants mineurs et non émancipés appartient de plein droit au survivant. »

Art. 52. L'article 393 du même Code est abrogé.

Art. 53. L'article 395 du même Code, abrogé par la loi du 30 avril 1958, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 395. — Lorsque la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un seul des auteurs, la tutelle de l'enfant appartient de plein droit à cet auteur. »

Art. 54. Sont abrogés dans le même Code :

1^o l'article 396bis, y inséré par la loi du 7 mars 1938 et modifié par la loi du 10 mars 1975;

2^o l'article 401bis, y inséré par la loi du 7 mars 1938.

Art. 55. L'article 405 du même Code, modifié par les lois du 10 août 1909 et du 7 mars 1938, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 405. — Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé n'a, ni père, ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère, ni ascendant, ou lorsque le tuteur est excusé ou vient à cesser ses fonctions, il est pourvu par le conseil de famille à la désignation d'un tuteur.

Les fonctions du tuteur désigné prennent fin lorsque la filiation est établie postérieurement à sa désignation.

Cependant, si la filiation est établie par reconnaissance et que celle-ci est contestée, l'auteur ayant reconnu et étant devenu tuteur reste en fonction jusqu'au jugement ou arrêt définitif. »

Art. 56. A l'article 409 du même Code, modifié par la loi du 7 mars 1938, les mots « soit à défaut de ceux-ci quand il s'agira d'enfants naturels, des membres des sociétés protectrices de l'enfance » sont supprimés.

Art. 57. A l'article 436 du même Code, le mot « légitimes » est supprimé.

Art. 58. Les articles 1er à 6 du chapitre IIbis « De la tutelle officieuse », inséré dans le titre X du livre 1er du Code civil, par l'article 3 de la loi du 21 mars 1969, deviennent les articles 475bis, 475ter, 475quater, 475quinquies, 475sexies et 475septies.

Art. 59. A l'article 475quater sont apportées les modifications suivantes :

A. L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Durant la tutelle officieuse, les père et mère de l'enfant ainsi que les personnes qui l'on adopté ou ont fait l'adoption plénier, cessent de jouir des biens du mineur. »

Art. 47. Artikel 384 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 384. — De ouders hebben het genot van de goederen van hun kinderen totdat deze de volle leeftijd van 18 jaar hebben bereikt of tot aan de ontvoogding ingeval deze vóór die leeftijd plaatsvindt. »

Art. 48. Artikel 385 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 385. — Wanneer de ouders niet samenleven, komt het genot van de goederen toe aan degene die de materiële bewaring over het kind heeft, tenzij anders wordt beslist door de rechtbank van eerste aanleg of door de rechter die het kind aan een van beide ouders toevertrouwt. »

Art. 49. Artikel 386 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juillet 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

- « Art. 386. — De lasten van dit genot zijn :
- 1^o Die waartoe vruchtgebruikers gehouden zijn;
- 2^o Levensonderhoud, opvoeding en passende opleiding van de kinderen, overeenkomstig hun vermogen;
- 3^o De betaling van de rentetermijnen of interesses van de kapitalen;
- 4^o De begrafeniskosten en de kosten van de laatste ziekte. »

HOOFDSTUK VII

Wijzigingen in de bepalingen van Boek I, Titel X,

van het Burgerlijk Wetboek :

« Minderjarigheid, voogdij en ontvoogding »

Art. 50. Artikel 389 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965 en 1 juillet 1976, wordt opgeheven.

Art. 51. Artikel 390 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 390. — Na het overlijden van een der ouders, behoort de voogdij over de minderjarige niet-ontvoogde kinderen van rechtswege aan de langstlevende. »

Art. 52. Artikel 393 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 53. Artikel 395 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 30 april 1958, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 395. — Wanneer de afstamming alleen ten aanzien van een van de ouders is vastgesteld, behoort de voogdij over het kind van rechtswege aan deze ouder. »

Art. 54. Worden opgeheven in hetzelfde Wetboek :

1^o artikel 396bis, ingevoegd door de wet van 7 maart 1938 en gewijzigd bij de wet van 10 maart 1975;

2^o artikel 401bis, ingevoegd door de wet van 7 maart 1938.

Art. 55. Artikel 405 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 1909 en 7 maart 1938, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 405. — Wanneer een minderjarig en niet-onvoogd kind noch vader, noch moeder, noch een door de vader of de moeder gekozen voogd, noch bloedverwant in de opgaande lijn heeft, of wanneer de voogd verschond is of zijn ambt niet langer waarneemt, voorziet de familieraad in de benoeming van een voogd.

Het ambt van de benoemde voogd eindigt wanneer de afstamming na zijn benoeming wordt vastgesteld.

Indien de erkenning wordt betwist, blijft de ouder die het kind erkend heeft en voogd geworden is, zijn ambt echter uitoefenen tot aan het eindvonnis of het eindarrest.

Art. 56. In artikel 409 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 maart 1938, worden de woorden « ofwel, bij ontstentenis van dezen, indien het natuurlijk kinderen betreft, leden van verenigingen voor kinderbescherming » geschrapt.

Art. 57. In artikel 436 van hetzelfde Wetboek wordt het wordt « wettige » geschrapt.

Art. 58. De artikelen 1 tot 6 van hoofdstuk IIbis « Pleegvoogdij » in titel X van boek I van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 21 maart 1969, worden de artikelen 475bis, 475ter, 475quater, 475quinquies, 475sexies en 475septies.

Art. 59. In artikel 475quater worden volgende wijzigingen aangebracht :

A. Het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Gedurende de pleegvoogdij hebben de ouders van het kind alsmede degenen die het hebben geadopteerd of ten volle geadopteerd, niet langer het genot van de goederen van de minderjarige. »

B. A l'alinéa 4, les mots « à la légitimation par adoption » sont remplacés par les mots « l'adoption plénierie ».

Art. 60. A l'article 475*quinquies*, alinéa 3, du même Code, les mots « émancipé, adopté ou légitimé par adoption » sont remplacés par les mots « émancipé ou adopté ou lorsqu'il fait l'objet d'une adoption plénierie ».

Art. 61. A l'article 477 du même Code, modifié par les lois du 8 avril 1965 et du 10 mars 1975, sont apportées les modifications suivantes :

A. L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le mineur dont l'un des auteurs est décédé ou dont la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un de ses auteurs, et qui a atteint l'âge de quinze ans accomplis, peut être émancipé par le tribunal de la jeunesse sur requête présentée par son seul auteur. »

B. L'article est complété par l'alinéa suivant :

« Si cet auteur ne présente pas pareille requête, l'émanicipation peut être demandée par le procureur du Roi. »

Art. 62. A l'article 478, premier alinéa, du même Code, modifié par la loi du 8 avril 1965, les mots « resté sans père ni mère et ayant atteint » sont remplacés par les mots « qui n'a ni père ni mère et qui a atteint ».

Art. 63. A l'article 479, deuxième alinéa, du même Code, modifié par la loi du 8 avril 1965, les mots « resté sans père ni mère et âgé » sont remplacés par les mots « qui n'a ni père ni mère et qui est âgé ».

Art. 64. A l'article 487*quater*, inséré dans le même Code par la loi du 29 juin 1973, sont apportées les modifications suivantes :

A. A l'alinéa 1er, les mots « la puissance paternelle » sont remplacés par les mots « l'autorité parentale ».

B. L'article est complété par l'alinéa suivant :

« Les dispositions du présent article sont applicables à l'administration de la personne et des biens de celui qui est mis sous statut de minorité prolongé, lorsque l'un de ses auteurs est décédé ou lorsque la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un de ses auteurs. »

Art. 65. Dans l'article 487*sexies*, alinéa 1er, du même Code, y inséré par la loi du 29 juin 1973, les mots « la puissance paternelle » sont remplacés par les mots « l'autorité parentale ».

CHAPITRE VIII

Modifications aux dispositions du Livre III, Titre Ier, du Code civil : « Des successions »

Art. 66. L'article 723 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 723. La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers.

A leur défaut, les biens passent à l'Etat. »

Art. 67. L'article 724 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 724. Les héritiers sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession.

L'Etat doit se faire envoyer en possession par justice, dans les formes déterminées ci-après. »

Art. 68. A l'article 745, alinéa 1er, du même Code, les mots « et encore qu'ils soient issus de différents mariages » sont remplacés par les mots « et encore qu'ils n'aient pas les mêmes parents et quel que soit le mode d'établissement de leur filiation ».

Art. 69. L'article 745*bis*, § 1er, premier alinéa, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le défunt laisse des descendants, des enfants adoptifs ou des descendants de ceux-ci, le conjoint survivant recueille l'usufruit de toute la succession. »

Art. 70. L'article 745*quater*, § 1^{er}, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la nue-propriété appartient aux descendant de l'époux précédent, à ses enfants adoptifs ou aux descendants de ceux-ci, la conversion totale ou partielle de l'usufruit peut être demandée par le conjoint survivant ou un des nus-propriétaires, soit en la pleine propriété de biens grevés de l'usufruit, soit en une somme, soit en une rente indexée et garantie. »

» L'enfant conçu pendant le mariage par le défunt et par une personne autre que le conjoint survivant ne peut demander la conversion de l'usufruit. »

B. In het vierde lid, worden de woorden « wettiging door adoptie » vervangen door de woorden « volle adoptie ».

Art. 60. In artikel 475*quinquies*, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « door adoptie gewettigd » vervangen door de woorden « ten volle geadopteerd ».

Art. 61. In artikel 477 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 8 april 1965 en 10 maart 1975, worden volgende wijzigingen aangebracht :

A. Het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De minderjarige wiens vader of moeder overleden is of wiens afstamming slechts ten aanzien van een van zijn ouders vaststaat en die de volle leeftijd van vijftien jaar heeft bereikt, kan door de jeugdrechtbank worden ontvoogd op verzoek van de enige ouder. »

B. Het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Als die ouder een zodanig verzoek niet indient, kan de ontvoogding worden verzocht door de procureur des Konings. »

Art. 62. In artikel 478, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, wordt het woord « meer » geschrapt.

Art. 63. In artikel 479, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965, wordt het woord « meer » geschrapt.

Art. 64. In artikel 487*quater*, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 29 juni 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. In het eerste lid worden de woorden « hun ouderlijke macht » en « de ouderlijke macht » onderscheidenlijk vervangen door de woorden « hun ouderlijk gezag » en « het ouderlijk gezag ».

B. Het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op het bestuur over de persoon en de goederen van degene die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert, wanneer een van zijn ouders overleden is of wanneer zijn afstamming slechts ten aanzien van een van zijn ouders vaststaat. »

Art. 65. In het eerste lid van artikel 487*sexies*, in hetzelfde Wetboek ingevoegd door de wet van 29 juni 1973, worden de woorden « de ouderlijke macht » vervangen door de woorden « het ouderlijk gezag ».

HOOFDSTUK VIII

Wijzigingen in de bepalingen van Boek III, Titel I, van het Burgerlijk Wetboek : « Erfenis »

Art. 66. Artikel 723 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 723. De wet bepaalt de orde van erfopvolging tussen de erfgenaamen.

Bij gebreke van erfgenaamen vervallen de goederen aan de Staat. »

Art. 67. Artikel 724 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 724. De erfgenaamen treden van rechtswege in het bezit van de goederen, rechten en rechtsvorderingen van de overledene onder verplichting om alle lasten van de nalatenschap te voldoen.

De Staat moet zich in het bezit doen stellen door de rechter, in de vorm die hierna wordt bepaald. »

Art. 68. In artikel 745, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « zelfs wanneer zij uit verschillende huwelijken geboren zijn » vervangen door de woorden « ook al hebben zij niet dezelfde ouders en ongeacht de wijze waarop hun afstamming is vastgesteld ».

Art. 69. Artikel 745*bis*, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer de overledene afstammelingen, geadopteerde kinderen of afstammelingen van deze achterlaat, verkrijgt de langstlevende echtgenoot het vruchtgebruik van de gehele nalatenschap. »

Art. 70. Artikel 75*quater*, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer de blote eigendom behoort aan de afstammelingen van de vooroverleden echtgenoot, aan zijn geadopteerde kinderen of aan de afstammelingen van dezen, kan de langstlevende echtgenoot of een van de blote eigenaars vorderen dat het vruchtgebruik geheel of ten dele wordt omgezet, hetzij in de volle eigendom van met vruchtgebruik belaste goederen, hetzij in een geldsom, hetzij in een gewaarborgde en geïndexeerde rente. »

» Het kind dat tijdens het huwelijk verwekt is door de overledene en een andere persoon dan de langstlevende echtgenoot, kan 'niet om de omzetting van het vruchtgebruik verzoeken. »

Art. 71. A l'article 752 du même Code, les mots « s'ils sont tous du même lit; s'ils sont de lits différents » sont remplacés par les mots « s'ils ont tous les mêmes père et mère; s'ils ont des père et mère différents ».

Art. 72. La section première du chapitre IV du Titre 1^{er} du Livre III du Code civil, comprenant les articles 756 à 766, est abrogée.

Art. 73. L'article 828 du même Code, abrogé par la loi du 10 octobre 1987, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 828. — Les héritiers dont les liens de parenté avec le défunt ne sont pas établis et qui n'ont pas revendiqué leurs droits dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession, ne pourront plus contester la validité des actes accomplis ultérieurement par les autres héritiers ou légitaires agissant de bonne foi ni réclamer leur part en nature dans les biens aliénés ou partagés par eux après ce délai.

L'héritier qui aura été omis dans le partage pourra toujours exercer ses droits en valeur. »

Art. 74. L'article 837 du même Code, abrogé par la loi du 10 octobre 1987, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 837. — Le conjoint et les descendants issus de son mariage avec le défunt peuvent écarter du partage en nature les enfants conçus pendant ce mariage d'une personne autre que ledit conjoint, à moins que ces enfants n'aient été élevés au foyer commun.

» Les enfants ainsi écartés du partage en nature recevront la valeur de leur part laquelle sera, au besoin, estimée par expert. De cette valeur sera déduit ce que les héritiers sont tenus de rapporter en vertu des articles 843 et 844.

» Toutefois la faculté de les écarter du partage en nature n'appartient pas aux descendants issus du mariage si celui-ci a été dissous avant l'ouverture de la succession. »

CHAPITRE IX

*Modifications aux dispositions du Livre III,
Titre II, du Code civil :
« Des donations entre vifs et des testaments »*

Art. 75. L'article 908 du même Code est abrogé.

Art. 76. A l'article 913 du même Code, le mot « légitime » est supprimé.

Art. 77. Les articles 960, 961, 962, 963, 964, 965 et 966 du même Code sont abrogés.

CHAPITRE X

Modifications au Code judiciaire

Art. 78. A l'article 591, 7^e, du Code judiciaire, les mots « les articles 340b, 762 et 763 du Code civil » sont remplacés par les mots « l'article 336 du Code civil ».

Art. 79. A l'article 828, 2^e, du même Code, les mots « même s'il s'agit d'une parenté naturelle reconnue » sont supprimés.

Art. 80. A l'article 1181 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

A. A l'alinéa 1^{er}, les mots « du curateur au ventre et du conseil spécial de la mère tutrice » sont supprimés;

B. L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

Dans les autres cas, le subrogé tuteur à la faculté d'assister aux opérations d'inventaire. »

Art. 81. L'article 1186, alinéa 3, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Si les mineurs se trouvent sous l'autorité parentale de leur père et mère, la vente doit être autorisée par le tribunal de première instance, sur requête présentée par l'un des père et mère, l'autre étant entendu ou, à tout le moins, appelé. »

Art. 82. A l'article 1254, alinéa 1^{er}, du même Code, le mot « légitimes » est supprimé.

Art. 71. In artikel 752 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « indien zij allen uit hetzelfde huwelijk geboren zijn; indien zij uit verschillende huwelijken geboren zijn » vervangen door de woorden « indien zij allen dezelfde ouders hebben; indien zij niet dezelfde ouders hebben ».

Art. 72. De eerste afdeling van hoofdstuk IV, van titel I van Boek III van het Burgerlijk Wetboek, bevattende de artikelen 756 tot 766, wordt opgeheven.

Art. 73. Artikel 828 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 10 oktober 1987, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 828. — De erfgenamen wier banden van verwantschap met de overledene niet zijn vastgesteld en die hun rechten niet hebben opgeëist binnen zes maanden na het openvalen van de nalatenschap, kunnen de gelijkheid van de handelingen die later te goed trouw zijn verricht door de andere erfgenamen of legatarissen, niet meer betwisten noch hun aandeel in natura oproderen van de goederen die door deze laatsten na die termijn zijn verreemd of verdeeld.

De erfgenaam die niet bij de verdeling werd betrokken, behoudt het recht om de tegenwaarde van zijn aandeel te vorderen. »

Art. 74. Artikel 837 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 10 oktober 1987, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 837. — De echtgenoot en de afstammelingen uit zijn huwelijk met de overledene kunnen de kinderen die tijdens dat huwelijk met een andere persoon dan genoemde echtgenoot verwekt zijn, van de verdeling in natura uitsluiten, tenzij die kinderen in de gemeenschappelijke woning opgevoed.

» De aldus van de verdeling in natura uitgesloten kinderen ontvangen de tegenwaarde van hun deel, die zo nodig door een deskundige geraamd worden zal. Wat die erfgenamen krachtens de artikelen 843 en 844 verplicht zijn in te brengen wordt van die tegenwaarde afgetrokken.

» De mogelijkheid om hen van de verdeling in natura uit te sluiten bestaat evenwel niet voor afstammelingen die uit het huwelijk gesproten zijn indien dit laatste vóór het openvalen van de nalatenschap is ontbonden. »

HOOFDSTUK IX

*Wijzigingen in de bepalingen van Boek III,
Titel II, van het Burgerlijk Wetboek :
« Schenkingen onder de levenden en testamenten »*

Art. 75. Artikel 908 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 76. In artikel 913 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « wettig » geschrapt.

Art. 77. De artikelen 960, 961, 962, 963, 964, 965 en 966 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

HOOFDSTUK X

Wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek

Art. 78. In artikel 591, 7^e, van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « de artikelen 340b, 762 en 763 van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek ».

Art. 79. In artikel 828, 2^e, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « zelfs wanneer het een erkende natuurlijke verwantschap betreft » geschrapt.

Art. 80. In artikel 1181 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. In het eerste lid worden de woorden « van de curator over de ongeboren vrucht en van de bijzondere raadsman van de moedervoogdes » geschrapt;

B. Het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de andere gevallen mag de toezijdige voogd bij de boedelbeschrijving tegenwoordig zijn. »

Art. 81. Artikel 1186, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Staan de minderjarigen onder het ouderlijk gezag van hun ouders, dan moet de verkoop worden gemachtigd door de rechtbank van eerste aanleg, op verzoekschrift ingediend door een van de ouders, de andere gehoord, althans opgeroepen. »

Art. 82. In artikel 1254, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « wettige » geschrapt.

Art. 83. A l'article 1279 du même Code, les mots « ainsi qu'il est prévu aux articles 373 et 389 du Code civil » sont remplacés par les mots « ou à l'un d'eux ainsi qu'il est prévu aux articles 374 et 377 du Code civil ».

Art. 84. Un article 1390bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 1390bis. Lorsqu'une délégation est accordée en vertu des articles 203ter, 221, 301bis, du Code civil ou 1280, cinquième alinéa, du présent Code, un avis de délégation est établi par le greffier ou par l'huissier de justice, suivant les cas et notifié au greffier du tribunal de première instance du domicile du délégué pour être joint, le cas échéant, aux avis de saisie prévus par l'article 1390.

L'avis de délégation relate l'identité et le domicile du délégué, du déléguant et du tiers délégué, ainsi que le montant, les conditions, les limites et la cause de la délégation. »

Art. 85. Un article 1390ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 1390ter. Lorsqu'une délégation est demandée en vertu des articles 203ter, 221, 301bis, du Code civil ou 1280, cinquième alinéa, du présent Code, le greffier de la juridiction saisie joint au dossier le relevé des avis prévus aux articles 1390 et 1390bis, s'il en existe.

Si les revenus ou les sommes sur lesquels porte la demande font déjà l'objet d'une délégation ou d'une saisie pour cause d'aliments, le greffier notifie sous pli judiciaire au bénéficiaire de la délégation ou au saisissant, pour le mettre à la cause, une copie de la requête ou de la citation avec invitation à comparaître.

Le défendeur peut également mettre à la cause les créanciers auxquels il a été condamné à payer des aliments mais qui ne bénéficient pas d'une délégation et qui n'ont pas pratiqué de saisie.

Les parties entendues, le juge détermine, au besoin, la répartition à opérer entre les créanciers d'aliments. »

Art. 86. Dans l'article 1391 du même Code, les mots « ou de délégation » sont insérés chaque fois entre les mots « avis de saisie » et le mot « établis ».

Art. 87. L'article 1412 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1412. Les limitations prévues aux articles 1409 et 1410 ne sont pas applicables :

1° lorsque la cession ou la saisie sont opérées en raison des obligations alimentaires prévues par les articles 203, 203bis, 205, 206, 207, 213, 223, 301, 303, 308, 307, 336 ou 364 du Code civil, par l'article 1280, alinéa premier, du présent Code ou par une convention conclue en vertu de l'article 1288 ou de l'article 1308 du présent Code;

2° lorsque la rémunération, la pension ou l'allocation doit être payée au conjoint ou à un autre créancier d'aliments en application des articles 203ter, 221, 301bis du Code civil ou 1280, alinéa 5, du présent Code.

Lorsque tout ou partie des sommes dues au travailleur ne peuvent l'être payées pour l'une des causes prévues à l'article 1er, ces sommes ne sont saisissables ou cessibles d'un autre chef qu'à concurrence de la quote déterminée conformément aux dispositions du présent chapitre, diminuée des montants cédés, saisie ou payés au conjoint ou au créancier d'aliments en vertu des dispositions légales indiquées au premier alinéa. »

CHAPITRE XI

Modifications au Code pénal

Art. 88. L'article 263 du Codé pénal est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 263. Sera puni d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs, l'officier d'état civil qui aura contrevenu à l'une des dispositions des articles 34 à 44, 49, 50 et 334 du Code civil. »

Art. 83. In artikel 1279 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « zoals bepaald is in de artikelen 373 en 389 van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « of bij een van hen, zoals bepaald is in de artikelen 374 en 377 van het Burgerlijk Wetboek ».

Art. 84. Een artikel 1390bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 1390bis. Wanneer op grond van de artikelen 203ter, 221, 301bis, van het Burgerlijk Wetboek of van artikel 1280, vijfde lid, van dit Wetboek delegatie is toegekend, wordt naar gelang van het geval door de griffier of de gerechtsdeurwaarder een bericht van delegatie opgemaakt waarvan kennis wordt gegeven aan de griffier van de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van de schuldenaar door wie de delegatie is gedaan, en dat in voorkomend geval gevoegd wordt bij de berichten van beslag in artikel 1390.

Het bericht van delegatie vermeldt de identiteit en de woonplaats van de schuldenaar door wie de delegatie is gedaan, de schuldeiser en de in de plaats gestelde schuldenaar, het bedrag en de oorzaak van de delegatie, alsmede onder welke voorwaarden en binnen welke grenzen deze is gedaan. »

Art. 85. Een artikel 1390ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 1390ter. Wanneer op grond van de artikelen 203ter, 221, 301bis, van het Burgerlijk Wetboek of van artikel 1280, vijfde lid, van dit Wetboek een delegatie wordt gevorderd, voegt de griffier van het gerecht waarbij de zaak aanhangig is, bij het dossier een opgave van de berichten bedoeld in de artikelen 1390 en 1390bis, zo die ze zijn.

Indien de inkomsten of de geldsommen waarop de vordering betrekking heeft, reeds het voorwerp zijn van delegatie of beslag uit hoofde van alimentatie, zendt de griffier aan de begünstigde van de delegatie of aan de beslagleger bij gerechtsbrief een afschrift van het verzoekschrift of van de dagvaarding om te verschijnen, ten einde deze in de zaak te betrekken.

De verweerde die veroordeeld is tot de betaling van alimentatie kan ook de schuldeisers die niet over een delegatie beschikken noch beslag hebben gelegd in de zaak betrekken.

De partijen gehoord, bepaalt de rechter indien nodig de wijze waarop de verdeling onder de alimentatiegerechtigden geschiedt. »

Art. 86. In artikel 1391 van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden « berichten van beslag » en « die », de woorden « of van delegatie » telkens ingevoegd.

Art. 87. Artikel 1412 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1412. De beperkingen bedoeld in de artikelen 1409 en 1410 zijn niet van toepassing :

1° wanneer de overdracht of het beslag wordt verricht wegens de onderhoudsverplichtingen bedoeld in de artikelen 203, 203bis, 205, 206, 207, 213, 223, 301, 303, 306, 307, 336 of 364 van het Burgerlijk Wetboek, in artikel 1280, eerste lid, van dit Wetboek of in een overeenkomst, gesloten krachtens artikel 1288 of 1308 van dit Wetboek;

2° wanneer het loon, het pensioen of de toelage moet worden uitgekeerd aan de echtgenoot of aan een andere uitkeringsrechtigde bij toepassing van de artikelen 203ter, 221, 301bis van het Burgerlijk Wetboek of van artikel 1280, vijfde lid, van dit Wetboek.

Wanneer de bedragen die aan de werknemer verschuldigd zijn hem geheel of gedeeltelijk niet mogen worden uitgekeerd om een van de redenen in het eerste lid bedoeld, zijn die bedragen slechts vatbaar voor overdracht of beslag om een andere reden, tot beloop van het bedrag dat is vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk, verminderd met de bedragen die zijn overgedragen, in beslag genomen of aan de echtgenoot of de uitkeringsrechtigde betaald, krachtens de wetsbepalingen die in het eerste lid worden genoemd. »

HOOFDSTUK XI

Wijzigingen in het Strafwetboek

Art. 88. Artikel 263 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 263. Met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank wordt gestraft de ambtenaar van de burgerlijke stand die een van de bepalingen van de artikelen 34 tot 44, 49, 50 en 334 van het Burgerlijk Wetboek overtreedt. »

Art. 89. L'article 264 du même Code, modifié par les lois des 15 juin 1951 et 15 janvier 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 264. Seront punis d'une amende de cent francs à cinq cents francs, l'officier d'état civil ou l'agent spécialement délégué par lui qui auront contrevenu à l'une des dispositions de l'article 45, § 1er, du Code civil. »

Art. 90. L'article 265 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 265. Sera puni d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, l'officier d'état civil qui aura procédé à la célébration d'un mariage sans s'être assuré des consentements requis. »

Art. 91. Dans les articles 355 et 359 du même Code, modifiés par la loi du 15 mai 1912, les mots « légitimes ou naturels » sont supprimés.

Art. 92. A l'article 360bis, alinéa 1er, du même Code, y inséré par la loi du 15 mai 1912 et modifié par la loi du 5 juillet 1963, les mots « les père et mère légitimes, naturels ou adoptifs » sont remplacés par les mots « les père et mère ou les adoptants ».

Art. 93. A l'article 391bis du même Code, y inséré par la loi du 14 janvier 1928 et modifié par la loi du 5 juillet 1963, sont apportées les modifications suivantes :

A. Le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Sera punie des mêmes peines, l'inexécution dans les conditions prévues à l'alinéa 1er, des obligations, déterminées par les articles 203bis, 206, 207, 301, 303, 306, 307, 336 et 364 du Code civil et des articles 1288, 3^e et 4^e, et 1306, alinéa 3, du Code judiciaire. »

B. Au troisième et quatrième alinéas, les mots « articles 218 et 268 du Code civil » sont remplacés par les mots « articles 203ter, 221 et 301bis du Code civil, et 1280, alinéa 5, et 1306, alinéa 1er, du Code judiciaire ».

Art. 94. Un article 392bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre Ier du titre VIII du livre II du même Code :

« Art. 392bis. Pour l'application du présent chapitre, les mots « père », « mère », et « ascendant » désignent également les adoptants et, en cas d'adoption et d'adoption plénitaire, les descendants des adoptants. »

Art. 95. L'article 395 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 395. Est qualifié parricide et sera puni de mort, le meurtre des père, mère ou autres descendants. »

Art. 96. A l'article 410 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

A. A l'alinéa 1er, les mots « légitimes, naturels ou adoptifs, ou envers ses descendants légitimes » sont remplacés par les mots « ou ses autres descendants ».

B. A l'alinéa 2, les mots « légitimes, naturels ou adoptifs » sont supprimés.

Art. 97. A l'article 415 du même Code, les mots « légitimes, ou envers ses père et mère naturels » sont supprimés.

Art. 98. Dans le texte néerlandais de l'article 450, alinéa 2, du même Code, le mot « wettige » est remplacé par le mot « wettelijke ».

CHAPITRE XII

Modifications à diverses dispositions législatives

Art. 99. L'arrêté royal du 5 février 1817 relatif à la légitimation des enfants de parents au degré prohibé est abrogé.

Art. 100. 1^o L'article 4 de la loi du 16 août 1887 modifiant certaines dispositions relatives au mariage est abrogé.

2^o A l'article 5 de la même loi les mots « et à la légitimation de leurs enfants naturels » sont supprimés.

Art. 89. Artikel 264 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 juni 1951 en 15 januari 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 264. Met geldboete van honderd frank tot vijfhonderd frank worden gestraft de ambtenaar van de burgerlijke stand of de speciaal door hem gemachtigde beambte die een van de bepalingen van artikel 45, § 1, van het Burgerlijk Wetboek overtreden. »

Art. 90. Artikel 265 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 265. Met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank wordt gestraft de ambtenaar van de burgerlijk stand, die een huwelijk voltrekt zonder zich van het bestaan van de vereiste toesemmingen te vergewissen. »

Art. 91. In de artikelen 355 en 359 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1912, worden de woorden « wettige of natuurlijke » geschrapt.

Art. 92. In artikel 360bis, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 15 mei 1912 en gewijzigd bij de wet van 5 juli 1963, worden de woorden « De wettige of natuurlijke vader of moeder of de aannemenden » vervangen door de woorden « De vader of moeder of adoptanten ».

Art. 93. In artikel 391bis van hetzelfde Wetboek, aldaar ingevoegd bij de wet van 14 januari 1928 en gewijzigd bij de wet van 5 juli 1963, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. Het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Met dezelfde straffen wordt gestraft hij die, in de omstandigheden omschreven in het eerste lid, niet voldoet aan de verplichtingen bepaald in de artikelen 203bis, 206, 207, 301, 303, 306, 307, 336 en 364 van het Burgerlijk Wetboek en in de artikelen 1288, 3^e en 4^e, en 1306, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek. »

B. In het derde en het vierde lid worden de woorden « de artikelen 218 en 268 van het Burgerlijk Wetboek » vervangen door de woorden « de artikelen 203ter, 221 en 301bis van het Burgerlijk Wetboek en 1280, vijfde lid, en 1306, eerste lid, van het Gerechtelijke Wetboek ».

Art. 94. Een artikel 392bis, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk I van titel VIII van boek II van hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 392bis. Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden met de woorden « vader », « moeder », « ouders » en « bloedverwant in opgaande lijn » ook de adoptanten en, in geval van adoptie en volle adoptie, ook de bloedverwanten in de opgaande lijn van de adoptanten bedoeld. »

Art. 95. Artikel 395 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 395. Doodslag op de vader, de moeder of andere bloedverwanten in de opgaande lijn wordt oudermoord genoemd en wordt gestraft met de dood. »

Art. 96. In artikel 410 van hetzelfde Wetboek, worden volgende bepalingen aangebracht :

A. In het eerste lid worden de woorden « wettige of natuurlijke ouders, tegen degene die hem tot kind hebben aangenomen of tegen zijn andere wettige bloedverwanten » vervangen door de woorden « ouders of bloedverwanten in de opgaande lijn ».

B. In het tweede lid worden de woorden « wettige of natuurlijke » en « door degene die hem tot kind hebben aangenomen » geschrapt.

Art. 97. In artikel 415 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « wettige » en « of tegen zijn natuurlijke ouders » geschrapt.

Art. 98. In artikel 450, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « wettige » vervangen door het woord « wettelijke ».

HOOFDSTUK XII

Wijzigingen in diverse wetsbepalingen

Art. 99. Het koninklijk besluit van 5 februari 1817 betreffende de wettiging van kinderen geboren uit ouders in de verboden graad wordt opgeheven.

Art. 100. 1^o Artikel 4 van de wet van 16 augustus 1887, wijzigingen toebrengend aan sommige schikkingen rakkende het huwelijk, wordt opgeheven.

2^o In artikel 5 van dezelfde wet worden de woorden « en tot de wettigmaking van hunne onechte kinderen » geschrapt.

Art. 101. 1^o A l'article 1er de la loi du 26 décembre 1891 apportant des modifications à quelques dispositions relatives au mariage, complété par la loi du 7 janvier 1908, les mots « et les prénoms, noms, professions, domicile et résidence de leurs pères et mères » sont supprimés.

2^o L'article 9 de la même loi est abrogé.

Art. 102. A l'article 5 de la loi du 10 juillet 1931 concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale sont apportées les modifications suivantes :

A. Le 4^e est abrogé;

B. Au 5^e, le mot « naturels » est supprimé;

C. Au 6^e, le chiffre « 4 » et les mots « au Congo belge ou dans le Rwanda-Urundi » sont supprimés.

Art. 103. A la loi du 12 juillet 1931 relative à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil, sont apportées les modifications suivantes :

A. A l'article 3, les mots « l'article 4 de la loi du 16 août 1887 et l'article 6 de la loi du 30 avril 1896 (art. 155bis du Code civil) » sont remplacés par les mots « l'article 153 du Code civil »;

B. A l'article 6, le mot « naturels » est supprimé.

Art. 104. A l'article 7 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, modifié par la loi du 4 août 1967, sont apportées les modifications suivantes :

A. L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« La déclaration de naissance est faite au commandant de l'aéronef par le père ou la mère ou les deux auteurs ou, à leur défaut, par toute personne ayant assisté à l'accouchement. »

B. A l'alinéa 4, 4^e, les mots « profession » et « témoins » sont supprimés.

Art. 105. Aux articles 32, 33 et 34 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, les mots « la puissance paternelle » sont remplacés par les mots « l'autorité parentale ».

Art. 106. L'article 2, alinéa 1er, de la loi du 14 juillet 1966 relative à certains actes de l'état civil dressés en dehors du Royaume est complété par les mots « conformément à l'article 45, § 1er, alinéas 1er et 2, du Code civil ».

CHAPITRE XIII

Dispositions transitoires

Art. 107. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux enfants nés avant son entrée en vigueur et encore en vie à cette date, mais sans qu'il puisse en résulter aucun droit dans les successions ouvertes auparavant.

Toutefois, ne pourra être contestée la validité des actes et partages passés avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui auraient attribué à un enfant né hors mariage des droits supérieurs à ceux qui étaient reconnus par les dispositions abrogées par la présente loi.

Art. 108. Sans qu'il puisse en résulter aucun droit pour le passé, l'article 312 du Code civil est applicable à l'enfant né avant l'entrée en vigueur de la présente loi et issu d'une femme non mariée à un moment quelconque de la gestation, à moins qu'une reconnaissance antérieure ne lui attribue une autre filiation maternelle.

Art. 109. Si un enfant né avant l'entrée en vigueur de la présente loi et issu d'une femme mariée à un moment quelconque de la gestation n'a pas d'acte de naissance ou si son acte de naissance ne mentionne pas le nom de la mère, sa filiation pourra, sans préjudice de l'article 313 du Code civil, être établie par la possession d'état d'enfant à l'égard de la mère et du mari de celle-ci.

Art. 110. L'article 313 du Code civil est applicable à l'enfant né d'une femme mariée à un moment quelconque de la gestation même si la reconnaissance de maternité est antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 111. La chose jugée sous l'empire du droit antérieur ne peut être remise en cause par application de la présente loi.

Toutefois si une action en réclamation d'état, en recherche de maternité ou en recherche de paternité a été, en vertu de règles abrogées ou modifiées, rejetée par une décision passée en force de

Art. 101. 1^o In artikel 1 van de wet van 26 december 1891 tot wijziging van enige bepalingen betreffende het huwelijk, aangevuld bij de wet van 7 januari 1908, worden de woorden « alsmede de voornamen, de namen, het beroep, het domicilie en de verblijfplaats van hunne vaders en moeders » geschrapt.

2^o Artikel 9 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 102. In artikel 5 van de wet van 10 juli 1931 betreffende de bevoegdheid der diplomatische en consulaire agenten in notariële zaken, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. Het 4^e wordt opgeheven;

B. In het 5^e wordt het woord « onechte » geschrapt;

C. In het 6^e vervalt het cijfer « 4 » en vervallen de woorden « Belgisch Kongo of Ruanda-Urundi ».

Art. 103. In de wet van 12 juli 1931 betrekking hebbende op zekere akten van de burgerlijke stand, alsmede op de bevoegdheid der diplomatische en consulaire ambtenaren inzake burgerlijke stand, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. In artikel 3 worden de woorden « artikel 4 der wet van 16 augustus 1887 en artikel 6 der wet van 30 april 1896 (art. 155bis van het Burgerlijk Wetboek) » vervangen door de woorden « artikel 153 van het Burgerlijk Wetboek »;

B. In artikel 6 wordt het woord « onwettige » geschrapt.

Art. 104. In artikel 7 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1967, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. Het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De aangifte van geboorte wordt aan de gezagvoerder van het luchtvaartuig gedaan door de vader of de moeder of door beide ouders of, bij gebreke van deze, door enige persoon die bij de bevalling tegenwoordig is geweest. »

B. In het vierde lid, 4^e, worden de woorden « het beroep » en « en van de getuigen » geschrapt.

Art. 105. In de artikelen 32, 33 en 34 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming worden de woorden « de ouderlijke macht » vervangen door de woorden « het ouderlijk gezag ».

Art. 106.* Artikel 2, eerste lid, van de wet van 14 juli 1966 betreffende sommige buiten het Rijk opgemaakte akten van de burgerlijke stand, wordt aangevuld met de woorden « overeenkomstig artikel 45, § 1, eerste en tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek ».

HOOFDSTUK XIII

Overgangsbepalingen

Art. 107. Deze wet is van toepassing op de kinderen geboren vóór haar inwerkingtreding en die nog in leven zijn op dat ogenblik, zonder dat daaruit evenwel enig recht in de voordien opgevallen erfenissen kan volgen.

De geldigheid van de handelingen en verdelingen die zijn verricht vóór de inwerkingtreding van deze wet en die een buitenechtelijk kind meer rechten hebben toegekend dan die welke het bij de door deze wet opgeheven bepalingen had gekregen, kan evenwel niet worden bewist.

Art. 108. Zonder dat daaruit enig recht voor het verleden kan volgen, is artikel 312 van het Burgerlijk Wetboek van toepassing op het kind dat vóór de inwerkingtreding van deze wet geboren is uit een vrouw die op geen enkel tijdstip van de zwangerschap gehuwd is geweest, tenzij door een vroegere erkenning een andere afstamming van moederszijde is vastgesteld.

Art. 109. Indien een kind dat vóór de inwerkingtreding van deze wet geboren is uit een vrouw die op enig tijdstip van de zwangerschap gehuwd is geweest, geen geboorteakte heeft of indien de geboorteakte de naam van de moeder niet vermeldt, kan zijn afstamming, onverminderd het bepaalde in artikel 313 van het Burgerlijk Wetboek, worden bewezen door het bezit van staat van kind ten aanzien van de moeder en haar echtgenoot.

Art. 110. Artikel 313 van het Burgerlijk Wetboek is van toepassing op het kind geboren uit een vrouw die op enig tijdstip van de zwangerschap gehuwd is geweest, zelfs indien de erkenning door de moeder heeft plaatsgehad vóór de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 111. Vonnissen gewezen krachtens het vroeger recht, kunnen niet in het geding worden gebracht door de toepassing van deze wet.

Indien echter een vordering tot inroeping van staat, tot onderzoek naar het moederschap of tot onderzoek naar het vaderschap krachtens opgeheven of gewijzigde regels is afgewezen bij een in kracht

chose jugée, celle-ci ne fera pas obstacle à l'intentement d'une action ayant pour objet l'établissement de la filiation dans les conditions fixées par la présente loi, mais sans qu'il puisse en résulter aucun droit pour le passé.

Il en sera de même de l'action régie par les articles 336 et suivants du Code civil si une demande fondée sur l'article 340^b du Code civil abrogé par la présente loi a été rejetée par une décision passée en force de chose jugée.

Art. 112. Sans préjudice de l'article 109 ci-dessus, l'article 314 du Code civil est applicable aux actions en réclamation d'état ou en recherche de maternité intentées avant l'entrée en vigueur de la présente loi si elles ne sont pas encore vidées par une décision passée en force de chose jugée.

Art. 113. Même si les faits sur lesquels il permet de fonder la demande ne figurent pas dans la citation, l'article 318 du Code civil est applicable aux actions en désaveu de paternité intentées avant l'entrée en vigueur de la présente loi si elles ne sont pas encore vidées par une décision passée en force de chose jugée.

Art. 114. L'article 320 du Code civil est, à l'exception du 1^e, applicable aux autorisations de reconnaissance demandées sur le fondement des articles 331 et 335 du Code civil abrogés par la présente loi, si la requête n'a pas encore fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 115. Même si les faits sur lesquels il permet de fonder la demande ne figurent pas dans la citation, l'article 324 du Code civil est applicable aux actions en recherche de paternité intentées avant l'entrée en vigueur de la présente loi si elles ne sont pas encore vidées par une décision passée en force de chose jugée.

Art. 116. L'article 326 du Code civil est applicable aux procès engagés avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui ne sont pas encore vidés par une décision passée en force de chose jugée.

Art. 117. L'exception prévue à l'article 327 du Code civil n'est pas applicable aux testaments authentiques reçus avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 118. Les deux derniers alinéas du § 1er et le dernier alinéa du § 2 de l'article 330 du Code civil ne sont pas applicables si la reconnaissance contestée est antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi et si l'action est intentée dans l'année de cette entrée en vigueur.

Art. 119. § 1er. Les articles 331^{ter}, 332, quatrième alinéa, 332^{ter}, deuxième alinéa, et 337, § 1er, du Code civil sont applicables aux actions non encore intentées à l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 2. Quant aux actions qui étaient imprescriptibles sous l'empire de la législation abrogée, le délai fixé par l'article 331^{ter} du Code civil ne courra qu'à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi si la privation de l'état réclamé ou le commencement de la jouissance de l'état contesté y est antérieur.

§ 3. Si, ayant succédé à l'action en réclamation d'état conformément à l'article 329 du Code civil abrogé par la présente loi, les héritiers l'ont intentée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ils peuvent la poursuivre.

§ 4. Le délai dont le mari absent disposait pour le désaveu de paternité à compter de son retour est prorogé de neuf mois s'il n'est pas expiré à l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 5. Si, ayant succédé à l'action en désaveu de paternité conformément à l'article 317 du Code civil abrogé par la présente loi, les héritiers ont intenté l'action avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ils peuvent la poursuivre.

§ 6. Si le délai auquel une action était antérieurement soumise est expiré à l'entrée en vigueur de la présente loi, cette action demeure éteinte quand bien même les articles 331^{ter} ou 332, quatrième alinéa, du Code civil fixeraient un délai plus long.

van gewijdsde gegane beslissing, vormt deze geen beletsel voor het instellen van een vordering tot vaststelling van de afstamming onder de voorwaarden bepaald in deze wet, evenwel zonder dat daaruit enig recht voor het verleden kan volgen.

Hetzelfde geldt voor de rechtsvorderingen bedoeld in de artikelen 338 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, ingeval een eis gegrond op het bij deze wet opgeheven artikel 340^b van het Burgerlijk Wetboek is afgewezen bij een in kracht van gewijdsde gegane beslissing.

Art. 112. Onvermindert artikel 109, is artikel 314 van het Burgerlijk Wetboek van toepassing op de rechtsvorderingen tot inroeping van staat of tot onderzoek naar het moederschap, ingesteld vóór de inwerkingtreding van deze wet, indien zij nog niet zijn afgedaan door een in kracht van gewijdsde gegane beslissing, zelfs wanneer de feiten waarop de vordering volgens dat artikel gegrond kan worden, niet voorkomen in de dagvaarding.

Art. 113. Artikel 318 van het Burgerlijk Wetboek is van toepassing op de rechtsvorderingen tot ontkenning van het vaderschap, ingesteld vóór de inwerkingtreding van deze wet, indien ze nog niet zijn afgedaan door een in kracht van gewijdsde gegane beslissing, zelfs wanneer de feiten waarop de vordering volgens dat artikel gegrond kan worden, niet voorkomen in de dagvaarding.

Art. 114. Artikel 320 van het Burgerlijk Wetboek is, met uitzondering van het 1^e, van toepassing op de machtingen tot erkenning aangevraagd op grond van de artikelen 331 en 335 van het Burgerlijk Wetboek, opgeheven door deze wet, indien op het verzoekschrift nog geen in kracht van gewijdsde gegane beslissing is gevallen bij de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 115. Artikel 324 van het Burgerlijk Wetboek is van toepassing op de rechtsvorderingen tot onderzoek naar het vaderschap, ingesteld vóór de inwerkingtreding van deze wet, indien ze nog niet zijn afgedaan door een in kracht van gewijdsde gegane beslissing, zelfs wanneer de feiten waarop de vordering volgens dat artikel gegrond kan worden, niet voorkomen in de dagvaarding.

Art. 116. Artikel 326 van het Burgerlijk Wetboek vindt toepassing bij de rechtsgedingen die begonnen zijn vóór de inwerkingtreding van deze wet en die nog niet zijn afgedaan door een in kracht van gewijdsde gegane beslissing.

Art. 117. De uitzondering waarin artikel 327 van het Burgerlijk Wetboek voorziet, is niet van toepassing op de authentieke testamenten die verleden zijn vóór de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 118. De laatste twee ledenvan § 1 en het laatste lid van § 2 van artikel 330 van het Burgerlijk Wetboek zijn niet van toepassing, indien de betwiste erkenning heeft plaatsgehad vóór de inwerkingtreding van deze wet en indien de vordering wordt ingesteld binnen een jaar na die inwerkingtreding.

Art. 119. § 1. De artikelen 331^{ter}, 332, vierde lid, 332^{ter}, tweede lid, en 337, § 1, van het Burgerlijk Wetboek zijn mede van toepassing op de rechtsvorderingen die nog niet zijn ingesteld bij de inwerkingtreding van deze wet.

§ 2. Wat de rechtsvorderingen betreft die krachtens de opgeheven bepalingen niet vatbaar waren voor verjaring, zal de termijn bepaald in artikel 331^{ter} van het Burgerlijk Wetboek eerst beginnen te lopen bij de inwerkingtreding van deze wet, indien de ontzegging van de ingeroepen staat of het begin van het bezit van de betwiste staat daaraan voorafgaat.

§ 3. Indien de erigenamen die overeenkomstig het door deze wet opgeheven artikel 329 van het Burgerlijk Wetboek gerechtigd zijn de rechtsvordering tot inroeping van staat in te stellen, zodanige vordering hebben ingesteld vóór de inwerkingtreding van deze wet, kunnen zij die voortzetten.

§ 4. De termijn waarover de afwezige man beschikt voor het ontkennen van het vaderschap en die bij zijn terugkomst is ingegaan, wordt met negen maanden verlengd, indien die termijn niet is verstreken bij de inwerkingtreding van de wet.

§ 5. Indien de erigenamen die overeenkomstig het door deze wet opgeheven artikel 317 van het Burgerlijk Wetboek, gerechtigd zijn de rechtsvordering tot ontkenning van het vaderschap in te stellen, zodanige vordering hebben ingesteld vóór de inwerkingtreding van deze wet, kunnen zij die voortzetten.

§ 6. Indien de termijn die vroeger gold voor een rechtsvordering bij de inwerkingtreding van deze wet verstrekken is, blijft het verderingsrecht vervallen, zelfs ingeval artikel 331^{ter} of artikel 332, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek een langere termijn stelt.

Art. 120. Les articles 338 à 341 du Code civil sont applicables aux demandes fondées sur l'article 340^b ancien du Code civil si elles n'ont pas encore fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

F. 87 — 956

27 AVRIL 1987
Loi modifiant diverses dispositions légales
relatives à l'adoption (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du Titre VIII du Livre 1er du Code civil est remplacé par l'intitulé suivant :

« Titre VIII. — De l'adoption et de l'adoption plénière. »

Art. 2. Au premier alinéa de l'article 343 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, les mots « la légitimation par adoption » sont remplacés par les mots « l'adoption plénière ».

Art. 3. L'article 344 du même Code est remplacé par les articles 344, 344^{bis}, 344^{ter} et 344^{quater} rédigés comme suit :

« Article 344. § 1er. Lorsque l'adopté est un enfant de moins de 15 ans, les règles suivantes sont applicables :

a) l'admissibilité et les conditions de fond de la filiation adoptive entre étrangers ou entre Belges et étrangers sont régies par le statut personnel de l'adoptant;

b) s'il y a plusieurs adoptants de nationalité différente et que le statut personnel de chacun d'eux reconnaît la filiation adoptive, l'admissibilité et les conditions de fond de l'adoption sont régies par la loi belge;

c) si le statut personnel de l'adoptant, des conjoints adoptants ou d'un des conjoints adoptants ne reconnaît pas la filiation adoptive, l'adoption, à l'exclusion de l'adoption plénière, sera néanmoins admissible par application de la loi belge et sera réglée quant aux conditions de fond par cette dernière lorsque, d'une part, l'adopté est né en Belgique ou y réside régulièrement depuis plus de deux ans et que, d'autre part, l'adoptant ou les conjoints adoptants justifient d'une résidence habituelle, régulière et ininterrompue en Belgique depuis au moins cinq ans.

(1) *Documents du Sénat :*

256 (1985-1986) :

N° 1 : Projet de loi. — N° 2 : Rapport.

Annales du Sénat :

27 mai et 3 juin 1986.

Documents de la Chambre des Représentants :

489 (1985-1986) :

N° 1 Projet transmis par le Sénat. — N° 2 : Amendement. — N° 3 : Rapport.

Annales de la Chambre des Représentants :

7 et 9 avril 1987.

Art. 120. De artikelen 336 tot 341 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de rechtsvorderingen gegrond op het vroegere artikel 340^b van het Burgerlijk Wetboek, indien op die vorderingen nog geen in kracht gewijzigde gegane beslissing is gevallen bij de inwerkingtreding van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

J. GOL
Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
J. GOL

N. 87 — 956

27 APRIL 1987
Wet tot wijziging van een aantal bepalingen
betreffende de adoptie (!)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van Titel VIII van Boek I van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen als volgt
« Titel VIII. — Adoptie en volle adoptie. »

Art. 2. In het eerste lid van artikel 343 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden de woorden « wettiging door adoptie » vervangen door de woorden « volle adoptie ».

Art. 3. Artikel 344 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de artikelen 344, 344^{bis}, 344^{ter} en 344^{quater}, huidende :

• Artikel 344. § 1. Wanneer de geadopteerde een kind is van minder dan 15 jaar oud, zijn de volgende regels van toepassing :

a) de toelaatbaarheid en de inhoudelijke voorwaarden van de adoptieve afstamming tussen vreemdelingen of tussen Belgen en vreemdelingen worden beheerst door het persoonlijk statuut van de adoptant;

b) is er meer dan een adoptant en zijn zij van verschillende nationaliteit en erkent het persoonlijk statuut van ieder van hen de adoptieve afstamming, dan worden de toelaatbaarheid en de inhoudelijke voorwaarden van de adoptie beheerst door de Belgische wet;

c) indien het persoonlijk statuut van de adoptant, van de adopterende echtgenoten of van een van de adopterende echtgenoten de adoptieve afstamming niet erkent, is de adoptie, met uitsluiting van de volle adoptie, niettemin toelaatbaar met toepassing van de Belgische wet, en worden de inhoudelijke voorwaarden mede door deze wet beheerst, mits enerzijds de geadopteerde in België geboren is of er sedert meer dan twee jaar regelmatig verblijft en anderzijds de adoptant of de adopterende echtgenoten aantonen dat zij sedert tenminste vijf jaar gewoonlijk, regelmatig en ononderbroken in België verblijven.

(1) *Gedrukte stukken van de Senaat :*

256 (1985-1986) :

Nr. 1 : Ontwerp van wet. — Nr. 2 : Verslag.

Handelingen van de Senaat :

27 mei en 3 juni 1986.

Gedrukte stukken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

489 (1985-1986) :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat. — Nr. 2 : Amendement. — Nr. 3 : Verslag.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

7 en 9 april 1987.